

LE CRIME CONTRE DIEU

Docteur Xavier DOR



Édité chez PERRIN & PERRIN (1998)

46, rue Sainte-Anne - Paris 2e

Reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

<http://www.sos-tout-petits.org>

Mise en page : Bibliothèque de combat

**Tu vas avorter
aujourd'hui...**

**Pourtant nous nous serions
tant aimés maman...**



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

But et Méthode / Caractéristiques

1. HÉRÉDITÉ, FÉCONDATION ET DÉVELOPPEMENT

Hérédité / Fécondation / Embryon / Foetus

2. L'AVORTEMENT PROVOQUÉ

La victime / Les coupables / Les modes d'exécution

Les conséquences immédiates / Les conséquences tardives

Les conséquences morales : la détresse

Provocations et mensonges pour accréditer l'avortement / Le nombre d'avortements

3. UNE CIVILISATION A LA DERIVE

La Foi / La conscience / La liberté / La tolérance

Violence et non-violence / Le subjectivisme / Le péché originel

La laïcité / La laïcité chrétienne traditionnelle / La laïcité révolutionnaire / La laïcité libérale

Abandon ou refus de la Révélation / Reconnaissance de la Révolution

Écartèlement entre Révélation et Révolution

L'Église de France / Le désordre est dans l'Église

La politique / Le terrorisme / Les médias

4. MANIFESTATIONS ET SAUVETAGES

L'hôpital TENON / La clinique des BLUETS / La clinique ISIS

La clinique ORDENER / La clinique JEANNE d'ARC

Le CHU ANTOINE BÉCLERE / L'hôpital CORENTIN CELTON

L'hôpital GERGES CLÉMENCEAU (Caen) / La clinique LA MONTAGNE

L'hôpital de la Roche-sur-Yon / L'hôpital de Valence / En Pologne

5. LA PRISON ET LE SAINT-SIÈGE

L'arrestation / Bois d'Arcy / La nonciature

6. ANNEXES (non reprises)

Lettres reçues en prison / Le docteur Dor et la Justice / Dossier de presse

Correspondance / Les évêques et le combat pour la vie

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le mouvement SOS Tout-Petits est né du désespoir car, pire que l'avortement, il y avait le silence dont il s'entourait. Non seulement nous pouvions et, dans une certaine mesure, on nous encourageait à tuer nos enfants, mais encore il fallait se taire. C'était les tuer deux fois. Un ministre disait que la loi était généralement acceptée, et c'était vrai, au moins en apparence. Nous avions le meurtre, et nous avions l'anesthésie pour oublier le meurtre. Le plus triste était le silence, ou presque. Non du pape qui parlait beaucoup de ce sujet. Mais de nos évêques qui ne l'écoutaient guère.

J'avais participé à des réunions, des manifestations, distributions de tracts. Avec Jean-Bernard Grenouilleau, magistrat, un des fondateurs de Laissez-les-vivre, qui n'était jamais à court d'idées, nous avons été sur les plages d'été pour diffuser *le Cri silencieux* grâce à un rétroprojecteur et un écran placé à l'arrière d'une camionnette. Sur les portes de celle-ci, on avait affiché des images des victimes d'avortement. Les enfants qui passaient disaient ce que j'ai souvent entendu dans leur bouche depuis "*Si ma maman m'avait tué, je ne serais pas là*". Cette évidence ne frappait que les enfants. La camionnette, une Renault rouge, n'avait jamais caché son appartenance. Elle finit au combat une nuit, en banlieue parisienne : elle fut incendiée.

Bien avant, en 1978, deux centres d'avortement avaient été occupés de façon pacifique par des jeunes gens du Mouvement chrétien de la jeunesse de France et de la Cité Catholique, l'une à Paris, à l'Hôtel-Dieu, l'autre au centre hospitalier de Lille. Cela fit du bruit. J'avais connu l'une des participantes de l'opération de l'Hôtel-Dieu, une belle jeune femme qui portait une superbe tresse. Elle fut prise par les cheveux et traînée dans les couloirs.

Nous étions en 1986. Que tenter? Pourquoi ne pas reprendre ce qui avait été si bien fait en 1978. Nous avions le même esprit. Nous étions des catholiques fervents. L'initiative était française et non américaine. Je dois dire ici que, pas plus les opérations de 1978, que celles que nous avons pu faire par la suite n'ont été empruntées des Américains. Nous ne savions pas alors grand-chose d'eux et plus tard leur exemple nous a plus réconfortés que guidés. Il ne manquait aux interventions de Paris et de Lille que la répétition et aussi une certaine orchestration, puisque nous luttions contre le mur du silence.

Nos moyens étaient ceux de la guérilla, la surprise, le petit nombre, les armes à prendre chez l'adversaire, la publicité qui était presque entièrement dans leurs mains et la fragilité de leur conscience, celle-ci étant la plus redoutable pour eux. Ces moyens qui nous paraissent assez clairs maintenant, étaient à l'époque plus confus.

Le 30 octobre 1986, je réunissais quelques amis dans mon laboratoire de la Pitié-Salpêtrière. Nous étions cinq. Je me suis dit alors que nous aurions des épreuves, que nous ferions des erreurs et même aussi des péchés mais de toute façon nous étions des pécheurs et le pire était de ne rien faire, ou à moitié ; c'est nous alors qui aurions eu mauvaise conscience.

Très vite nous rejoignit Françoise Robin, infirmière anesthésiste, courageuse, qui dans la clinique où elle travaillait, avait refusé de participer aux avortements. Menacée — on lui envoyait des brancards dans les jambes, mise en quarantaine, on finit par la renvoyer.

Avec elle, le mouvement prit un véritable essor. Beaucoup de jeunes gens vinrent nous rejoindre. Nous nous entendions bien et pourtant, après un peu plus de quatre ans, nous dûmes nous séparer. Très attachée au dialogue, elle préféra, sur le conseil des évêques, abandonner les

tracts, les banderoles, les journalistes et l'effet de surprise pour se consacrer à des rendez-vous avec des médecins acceptant la discussion. C'était à mes yeux perdre un grand poids. Beaucoup nous quittèrent et ainsi naquit « Source de vie ».

En octobre 1988, à l'occasion de la venue du pape à Strasbourg, fut fondée la Trêve de Dieu par Claire Fontana. Celle-ci était venue quelques fois avec nous, puis avait préféré former son propre groupe qui devait comme le nôtre occuper les centres d'avortement mais de façon plus appuyée et plus organisée.

BUT ET METHODE

On pourrait comparer la situation française à celle d'un bateau qui coule en raison d'un trou dans la coque au-dessus de la ligne de flottaison. Le bateau, c'est la société, le trou dans la coque, c'est la loi sur l'avortement. Certains, avec des embarcations, se portent au secours des naufragés. D'autres pensent surtout à obturer la voie d'eau. Les premiers vont au plus pressé. Ils agissent sur les effets de la loi. Les seconds combattent la loi plus que ses effets. Les premiers agissent en aval et à court terme, les autres en amont et à long terme. La charité des premiers est individuelle. Celle des seconds est collective, politique. C'est la nôtre.

Deux moyens sont propres à éveiller la conscience de cette charité politique : la prière et l'information.

La prière nous relie au surnaturel. Elle nous unit à Dieu. Elle est force et refuge. Elle est la respiration de l'âme et à ce titre, ne peut cesser sous peine de mort spirituelle. L'information est importante car l'avortement doit beaucoup à l'ignorance scientifique sur les débuts de la vie, sur ce qui la précède (l'hérédité), et ce qui la suit (le développement). Le plus frappant, c'est la continuité de l'être humain depuis la conception jusqu'à l'achèvement de l'individu. La connaissance scientifique renforce la connaissance morale, philosophique, politique, démographique. Nous intervenons à l'endroit même où la loi est appliquée : les centres d'avortement. C'est là que nous avons le plus de poids. Nous avons été soit à l'intérieur soit à l'extérieur de ces centres, et toujours de façon pacifique.

À l'intérieur, nous restons dans le hall ou nous pénétrons dans le sas du bloc opératoire, sans nuire à l'asepsie. Nous n'avons jamais utilisé de chaînes pour nous attacher entre nous ou à un objet mais nous admirons ceux qui prennent ainsi sur eux la violence faite à l'enfant. La loi Neiertz, loi de circonstance faite à l'encontre des "commandos anti-IVG", a montré l'importance de nos actions dans les centres.

A l'extérieur, on ne voulait pas davantage de nous, et ceci en contradiction avec la Constitution qui reconnaît le droit de manifester librement une opinion. En matière d'avortement, la République foule au pied ses propres lois :

- l'assistance à personnes en danger,
- la liberté de manifester (piétinée par les arrêtés et interdictions préfectoraux),
- la difficulté de nos actions extérieures n'est pas venue seulement de l'État, mais aussi des contre-manifestants qui se livrent contre nous à un véritable terrorisme dont se servent les autorités.

Dans nos tracts nous mettons Dieu dans les cœurs et dans la cité et nous ajoutons :

- un accueil à bras ouverts de la femme et l'enfant ;
- une politique familiale digne de ce nom : bonne éducation, respect du mariage, aides appropriées, salaire maternel ou parental ;
- une grande facilité d'adoption ;
- l'abolition pure et simple des lois abominables qui ont permis le plus grand massacre de tous les temps.

CARACTERISTIQUES

Le mouvement est confessionnel, catholique, c'est-à-dire universel, ouvert à toute bonne volonté. Il a été consacré au Sacré-Cœur de Jésus, au Cœur immaculé de Marie et à Saint-Joseph, le 7 décembre 1990 à Notre-Dame de Nazareth (Paris 15e). Ce caractère, disait Arnaud de Lassus, est son trésor. On nous l'a reproché. Certes, il peut effrayer, repousser, mais il peut attirer aussi, même les incroyants.

Il nous apparaît d'autant plus nécessaire et approprié qu'à travers l'avortement devenu institution, la guerre est faite à Dieu plus qu'à sa création. Il s'agit en fait d'une guerre de religion, celle de l'homme qui se fait Dieu, contre celle de Dieu qui s'est fait homme.

Le mouvement est pacifique. Non pacifiste — la paix à tout prix — ni non-violent — terme négatif, mais dans le sens que saint Augustin donnait à la paix : "*tranquillité de l'ordre*", paix véritable. Très souvent on nous a reproché d'être violents, mais sans motif. On devrait plutôt nous accuser de douceur, plus redoutable car elle montre une force d'âme plus haute et souligne la violence d'en face. La violence ne nous serait d'aucun service.

Pour ce qui est de l'assistance à personne en danger nous avons le plus souvent échoué, encore que l'on ne connaisse pas tout, et a fortiori le fond des consciences. L'avortement est souvent différé après notre passage. Parfois même, il se passe presque sous nos yeux. Nous y assistons impuissants comme au centre hospitalier de Colombes ou à Antoine Béclère à Clamart. La personne en danger est l'enfant mais aussi la mère, car l'acte est irréparable pour elle comme pour lui, et elle en est responsable.

Assistance à société en danger, pourrait-on dire. C'est sans doute là que nous avons le mieux réussi, à en juger par les réactions de nos adversaires : hostilité croissante, loi Neiertz, procès et peines multiples, manifestations étouffées ou interdites. Mais peut-on enchaîner l'esprit et peser constamment sur les consciences ?

1. HÉRÉDITÉ, FÉCONDATION ET DÉVELOPPEMENT

L'embryologie et plus encore la génétique sont de science récente. La fécondation fut trouvée, au milieu du 18^e siècle, par l'abbé Lazzaro Spallanzani. Celui-ci avait revêtu d'un petit caleçon le corps d'un grenouille mâle et l'empêchait de féconder ainsi les œufs de la femelle. Les premières lois sur l'hérédité furent découvertes peu après le milieu du 19^e siècle par un moine, Gregor Mendel, en croisant différentes variétés de petits pois. Abbé et moine, on remarquera ici l'entente entre la foi et la science. On remarquera aussi notre parenté avec les grenouilles et plus loin encore avec les petits pois, puisque des lois communes régissent les mêmes phénomènes dans le monde animal comme dans le monde végétal.

L'HÉRÉDITÉ

Les chromosomes sont le support de l'hérédité. Ils occupent le noyau de la cellule, et apparaissent avec netteté à la métaphase, lors de la division de celle-ci. Ils ont alors une forme de bâtonnet et se répartissent dans le plan équatorial de la cellule, prêts à se diviser dans le sens de la longueur. C'est le stade qui est choisi pour l'étude du caryotype (carte de l'équipement chromosomique de la cellule).

Les chromosomes sont constitués de protéines et de molécules d'ADN, les premières servant de soutien aux deuxièmes. Dans chaque chromosome, l'ADN est disposé en deux brins enroulés l'un autour de l'autre en spirale. Les gènes sont les segments de cette double chaîne d'ADN. Ils s'étagent le long des chromosomes, chacun occupant sur ceux-ci un emplacement défini. Ils gouvernent un ou plusieurs caractères héréditaires.

Les chromosomes — avec les gènes qu'il portent — se dédoublent. Les deux brins d'ADN en se déroulant et en s'écartant l'un de l'autre permettent chacun la transcription — ou la réplication — de brins complémentaires, l'opération aboutissant à la formation de deux chromosomes identiques au premier. Les éléments constituant les nouveaux brins sont puisés dans le milieu cellulaire.

Chromosomes et gènes vont par paire : l'organisme est diploïde, chaque cellule contenant 2n chromosomes. Un élément de la paire est d'origine maternelle et l'autre d'origine paternelle.

Les gènes qui se font face dans la même paire ont la même fonction (par exemple, la couleur d'un petit pois) et l'exercent soit de la même manière (couleur verte des deux côtés), soit différemment (couleur verte d'un côté, jaune de l'autre). Dans le premier cas, le sujet est homozygote, dans le second il est hétérozygote.

La composition et le nombre de chromosomes varient avec les espèces. Chez l'homme, leur nombre est de 46, répartis en 23 paires, dont 22 sont dites autosomiques, et une hétérosomique qui détermine le sexe : XX chez la femme, XY chez l'homme, l'Y étant de plus petite taille que l'X.

Une cellule se divise en 2 cellules filles, chacune d'elles recevant un nombre égal de chromosomes. La division se fait par mitose et par méiose.

La mitose est caractérisée, à chaque division, par la réplication des chromosomes. Non seulement celle-ci multiplie par 2 le nombre des chromosomes et maintient constante la diploïdie $2n$, mais encore elle les fait identiques. La mitose est le propre des cellules somatiques, c'est-à-dire de la plupart des cellules de l'organisme.

La méiose (du grec *meion*, moins) est caractérisée par l'absence, lors d'une des dernières divisions, de la réplication des chromosomes. Les paires se dédoublent mais non les chromosomes eux-mêmes. Non seulement chaque cellule fille ne reçoit plus que 23 chromosomes — d'où l'haploïdie n — mais encore ceux-ci sont différents d'une cellule à l'autre. Il n'y a pas eu copie mais simplement scission. La méiose est le propre des cellules sexuelles, ou gamètes, mâles ou femelles.

En l'absence de sexualité, une cellule, en se divisant, donne deux cellules filles identiques. Avec la sexualité, deux cellules qui ont toute chance d'être dissemblables, s'unissent pour donner un nouvel individu.

En introduisant une différence, la sexualité engendre à la fois diversité et unicité.

La diversité : elle est presque infinie, tant est grand le nombre des combinaisons possibles dues au brassage génétique. La sexualité, d'apparition très ancienne, serait à l'origine du buissonnement des espèces et, avec les conditions du milieu, l'un des grands facteurs de l'évolution : sexualité et nécessité, et non hasard et nécessité, puisque le hasard n'existe pas, mais seulement notre ignorance. La vie n'est ni aveugle, ni gratuite, même si elle est un don. Elle est bien davantage que la sexualité. La vie est intelligente et l'hérédité, diversifiée par la sexualité, en est la mémoire.

L'unicité : l'individu est tellement unique qu'il y a peu de chances pour qu'avant lui et après lui, il y ait un individu identique. Cette unicité disparaît avec la vraie jumeauté et le clonage — où plusieurs sujets ayant le même équipement génétique répètent le même individu.

FECONDATION

Conception, fertilisation, fécondation : ces mots désignent la même chose, l'union d'une cellule femelle, l'ovule, avec une cellule mâle, le spermatozoïde.

L'ovule est arrondi, volumineux, chargé de réserves nutritives, sans mobilité propre. Le spermatozoïde est effilé, trois cent fois plus petit que l'ovule et grâce à un long flagelle, très mobile.

La fécondation a lieu dans le tiers externe de la cavité de la trompe utérine. L'ovule vient de l'ovaire et d'un follicule. Entouré d'une membrane pellucide, il est déposé dans la trompe par les franges terminales de celle-ci qui viennent le prendre sur l'ovaire.

L'insémination apporte des millions de spermatozoïdes qui cheminent dans les voies génitales. Après une vingtaine de minutes, un certain nombre d'entre eux parviennent dans la trompe et entourent l'ovule. Un seul y pénètre tout entier, tête et queue. La cause de l'attraction de l'ovule sur le spermatozoïde paraît être d'ordre chimique. En dehors de la fécondation, les gamètes n'ont pas d'avenir. La survie d'un ovule peut être d'une douzaine d'heures. Celle des

spermatozoïdes, beaucoup plus longue, jusqu'à cinq à sept jours. Dès l'entrée du spermatozoïde dans l'ovule, celui-ci déclenche un mécanisme qui empêche tout autre spermatozoïde de pénétrer. L'ovule se rétracte et rejette un liquide qui s'accumule entre lui et la membrane pellucide. Le spermatozoïde perd sa queue. Son noyau et celui de l'ovule se gonflent, se rapprochent et s'accolent. Leurs chromosomes s'additionnent ($23+23 = 46$) et rétablissent ainsi la diploïdie. Le sexe est déterminé par l'X ou l'y porté par le spermatozoïde. Ce stade unicellulaire est celui — très fugace — de l'œuf ou zygote (d'un mot grec signifiant joug, union).

L'œuf se divise presque immédiatement en 2 cellules, puis 4, 8, 16, 32, suivant une progression binaire. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le nombre de divisions cellulaires — de la fécondation au fœtus à terme — n'est pas très élevé, une quarantaine environ. Les cellules se multiplient, se différencient, se groupent par familles pour former des tissus, ceux-ci s'assemblant en organes destinés à une ou plusieurs fonctions.

La fécondation "*apparaît donc comme la mise en place d'un programme architectural et fonctionnel qui détermine toutes les caractéristiques de l'individu*" (Y. Malinas). Aussi bien les caractéristiques générales : place dans l'échelle des êtres (embranchement des vertébrés, classe des mammifères, ordre des Primates,...) et appartenance à l'espèce humaine ; que les caractéristiques physiques et psychiques qui font de lui un être unique, sauf en cas de vraie jumeauté.

Ses caractères généraux lui viennent des 46 chromosomes dont il a hérité et ses caractères particuliers de la combinaison de ces chromosomes, 23 d'origine paternelle et 23 d'origine maternelle.

L'œuf contient toute l'humanité et la singularité de l'individu. Il est un être humain dès ce stade. Il n'est pas un être humain potentiel, mais un être humain "*avec un vaste potentiel*" (J.C. Willke). En revanche, spermatozoïde et ovule sont des êtres humains partiels et potentiels, puisque seule leur union peut donner un être humain.

L'EMBRYON

L'œuf se divise à l'intérieur de la membrane pellucide. La première division dure 24 heures. Avec elle, l'œuf cesse d'être un zygote pour devenir un embryon (d'un mot grec signifiant : qui se développe à l'intérieur).

Il existe un stade à 3 cellules, la deuxième division affectant l'une des cellules filles avant l'autre. Les deux premières divisions sont longitudinales dans des plans perpendiculaires. Les quatre premières cellules sont de taille égale. Elles sont totipotentes comme l'œuf lui-même, c'est-à-dire capables de donner chacune un individu complet.

La troisième division est transversale et inégale : 4 petites cellules surmontent 4 grosses cellules. Les petites cellules, en se multipliant, entourent les grosses et donnent le trophoblaste qui est à l'origine du placenta. Les grosses cellules donnent le bouton embryonnaire.

L'œuf est propulsé par les contractions de la trompe et les mouvements de son revêtement ciliaire.

Au quatrième jour, l'embryon a l'aspect d'une petite mûre (stade de morula).

Puis le trophoblaste, en s'accroissant, se détache d'une partie du bouton embryonnaire. Une petite cavité apparaît entre les deux. Cet aspect de vésicule correspond au stade de blastula (6e jour, 128 cellules). C'est à ce jour, que l'embryon s'implante dans la muqueuse utérine par son trophoblaste.

Trois jours plus tard, par un message hormonal, il arrête les règles maternelles. On remarquera que chez la poule, l'œuf est pondu et couvé au stade de blastula, la fécondation ayant précédé la formation de la coquille.

Le bouton embryonnaire se creuse à sa partie supérieure d'une cavité qui se remplit de liquide, la cavité amniotique. À sa partie inférieure, il se différencie en 2 couches cellulaires ou feuillets. L'un superficiel, l'ectoplasme (à cellules hautes), l'autre profond, l'endoblaste (à cellules plates). Les deux feuillets superposés forment le disque embryonnaire. L'embryon est alors diblastique. La division du bouton embryonnaire peut donner jusqu'au 14e jour de vrais jumeaux.

L'embryon devient rapidement triblastique grâce à la gastrulation : des mouvements cellulaires introduisent les éléments d'un troisième feuillet — le mésoblaste — entre les deux précédents. La plupart des animaux sont triblastiques sauf certains, très simples, comme les éponges, qui sont diblastiques. Tous les tissus et organes viennent de ces trois feuillets.

L'ectoblaste donne la peau, ses annexes — poils, ongles... — et le système nerveux. L'endoblaste donne l'appareil digestif et ses glandes annexes — foie et pancréas — ainsi que l'appareil pulmonaire. Le mésoblaste donne le tissu qui entoure les viscères — péritoine, plèvre, péricarde, méninges —, les tissus de soutien, muscles et squelette, les appareils rénal, sanguin et circulatoire.

Au moment de la gastrulation, le disque embryonnaire est plat, mais du fait de l'accroissement de la région dorsale par rapport à la région ventrale — aussi bien en longueur qu'en largeur — l'embryon proprement dit s'isole de ses annexes, auxquelles il n'est plus relié que par le cordon ombilical. Simultanément, la cavité amniotique et le liquide qu'elle contient (poche des eaux) prennent une grande extension et entourent l'embryon.

La cavité amniotique fait défaut chez les vertébrés aquatiques et amphibiens dont les œufs sont pondus et se développent dans l'eau. Mais il apparaît chez les vertébrés terrestres — reptiles, oiseaux, mammifères — où il fournit le milieu aqueux indispensable au développement de leurs œufs. Les premières sont dites anamniotes, les deuxièmes dont nous sommes, amniotes. La rupture prématurée de la poche des eaux est rapidement mortelle pour l'embryon et plus tard pour le fœtus.

Tissus et organes se forment pendant la période embryonnaire et déjà certaines fonctions apparaissent. La première à se manifester est la fonction circulatoire, nécessaire au développement de l'embryon.

Le cœur résulte de l'union, sur la ligne médiane et ventrale de l'embryon, de deux tubes primitifs latéraux. Il constitue ainsi un département central qui collecte le sang en amont et l'évacue en aval. Le cœur bat au 19e jour avant même l'apparition de la circulation. D'abord simple tube rectiligne, il se plie sur lui-même, se compartimente en cavités successives et se cloisonne longitudinalement d'amont en aval de telle sorte que soient isolés deux courants, l'un artériel, l'autre veineux.

Le sang et les vaisseaux se forment à l'extérieur et à l'intérieur de l'embryon. Sa circulation est close, mais reliée à la circulation maternelle par le cordon ombilical et le placenta. Les deux circulations sont en échanges constants, l'embryon recevant l'oxygène et les éléments nutritifs, et rejetant gaz carbonique et déchets.

Le système nerveux apparaît sous la forme d'une plaque (18e jour) dorsale et axiale dont les bords se soulèvent pour former une gouttière, puis un tube lorsque les bords se rapprochent et fusionnent. La fermeture, d'abord limitée à la partie moyenne du tube, s'étend ensuite à ses deux extrémités, antérieure pour donner l'encéphale, et postérieure pour donner la moelle lombo-sacrée.

L'ébauche de l'œil est extrêmement précoce et apparaît comme une excroissance latérale à la base du cerveau. C'est alors un pédoncule à l'extrémité duquel se forme une petite coupe, la vésicule optique, qui donne la rétine. Dans cette vésicule va s'enfoncer l'ectoblaste qui donnera plus tard le cristallin.

La région antérieure prend une grande importance du fait du développement de l'encéphale et de l'apparition du système branchial.

La formation du cou est tardive. A son extrémité postérieure, l'embryon porte une petite queue qui se résorbe rapidement. Les membres antérieurs (au 26e jour) puis postérieurs (28e jour) apparaissent sous forme de palettes transversales. Époque de formation des tissus et organes, la période embryonnaire est aussi celle de leur malformation par arrêt ou défaut de développement (ex : le défaut de fermeture de l'extrémité antérieure du tube neural est à l'origine d'une encéphalie). La période embryonnaire semble parfois retracer l'histoire de l'origine lointaine de l'individu ; ainsi le système branchial humain ressemble à un moment à celui d'un embryon de poisson. Nous ne donnons là que quelques exemples qui montrent que bien avant le 60e jour, l'embryon acquiert la plupart des fonctions d'un petit être humain.

LE FOETUS

L'embryon atteint sa forme humaine presque parfaite à 8 semaines. Il mesure moins de 3 centimètres du crâne au coccyx, et pèse à peine 3 grammes.

Il n'est pas encore complet puisqu'on ne peut dire à quel sexe il appartient, bien que celui-ci soit déterminé dès la fécondation. Chez le petit garçon, le sexe apparaît à partir de la 9e semaine, sous l'influence hormonale du testicule fœtal (Jost). Chez la petite fille, il garde un type neutre.

Dès la sixième semaine, on peut enregistrer des ondes cérébrales à l'électroencéphalogramme. L'embryon fait ses premiers mouvements, mais ceux-ci ne seront perçus que bien plus tard par la mère, lorsque le fœtus aura atteint une taille suffisante (4 mois), car la muqueuse utérine n'est pas sensible (la sensation vient de la distension du feuillet péritonéal qui recouvre l'utérus à l'extérieur). À six semaines et demi, il a tous ses bourgeons dentaires (20 dents de lait). À huit semaines, le petit être humain cesse d'être un embryon pour devenir un fœtus et ce jusqu'au terme. Ses tissus et organes sont formés. Il ne fait plus que grandir et se perfectionner. Déjà, il nage vigoureusement dans le liquide amniotique et commence à sucer son pouce. Entre la 9e et

la 10e semaine, il peut avaler, loucher et remuer la langue. On enregistre une activité cérébrale en réaction à la douleur.

À partir de la 11e semaine, il respire — on distingue ses mouvements thoraciques — au début de façon irrégulière et épisodique, puis soutenue. Il " respire "du liquide amniotique mais se prépare déjà à sa vie aérienne.

À douze semaines, stade où fut filmé l'avortement par aspiration dans *Le Cri Silencieux* (du Dr. Nathanson), l'enfant cherche à se soustraire à la sonde. Son cœur bat alors deux fois plus vite. Lorsque finalement il est pris et démembré, il ouvre la bouche, comme pour crier.

À quatorze semaines, il entend. À dix-sept semaines, il rêve, comme en témoignent ses mouvements d'yeux rapides. À 4 mois et demi, une lumière vive sur le ventre maternel lui fait mettre les mains devant les yeux. De même, un grand bruit à proximité, lui fait couvrir les oreilles de ses mains, comme pour se protéger.

La naissance est un bouleversement. L'enfant passe brusquement d'un milieu aqueux au milieu aérien. Entièrement dépendant de sa mère jusque-là, il acquiert une certaine indépendance. Son premier acte consiste à respirer. Le contact avec l'air, la ligature du cordon qui le prive de l'oxygène maternel, déclenche les mouvements respiratoires et les premiers cris. Son deuxième acte, différé celui-là, est de se nourrir. Il était préparé à la succion de longue date.

Jusque-là, il a encore des réflexes archaïques, comme celui de l'agrippement, saisissant avec ses doigts l'objet placé dans la paume de sa main. Dans son berceau, l'enfant conserve pour quelque temps la forme de l'œuf où il se trouvait.

2. L'AVORTEMENT PROVOQUÉ

LA VICTIME

Elle est petite, innocente, humaine comme nous, avec ses 46 chromosomes caractéristiques de l'espèce transmises par ses parents, unique grâce à la combinaison particulière des chromosomes, 23 maternels et 23 paternels, tellement unique qu'aucun frère ou sœur ne pourront la remplacer.

Le petit être est d'abord zygote unicellulaire puis embryon jusqu'à huit semaines — il devient alors un individu presque complet - et enfin fœtus de huit semaines jusqu'au terme.

Son cœur bat au dix-neuvième jour.

A neuf semaines, une semaine avant la date limite de l'avortement légal en France, il pèse trois grammes et mesure 3 centimètres.

Dans état actuel de nos connaissances, il n'est pas viable — c'est-à-dire pouvant vivre hors du sein maternel — avant quatre mois et demi de grossesse.

LES COUPABLES

Il n'est pas question ici de juger les personnes —seulement l'acte — mais il faut bien les nommer : il s'agit de la mère, dernier recours, qui consent à l'avortement ; du médecin qui le pratique ; du père qui pousse à l'avortement, ou s'en désintéresse et enfin de la famille, de l'entourage.

C'est parfois tout un groupe qui est meurtrier mais c'est surtout la société elle-même.

Dans la décision interviennent les considérations les plus diverses, morales, religieuses, maternelles, psychologiques, sociologiques, économiques, politiques.

Les causes de l'avortement sont multiples :

- une détresse véritable : viol, inceste, conditions de vie particulièrement difficiles ;
- la misère matérielle qui grandit en France, même si elle est plus fréquente dans certains pays, notamment d'Europe de l'Est. Dans les pays riches, la misère est avant tout morale ;
- une certaine fragilité au début de la grossesse ;
- l'ignorance. Elle joue un grand rôle. Lorsque nous étions à la Roche-sur-Yon, les gens étaient stupéfaits d'apprendre qu'on tuait à l'hôpital. Le lien n'est pas fait entre l'avortement et le meurtre faute d'information véritable. C'est la désinformation qui est la règle. Aucune chaîne de télévision publique ou privée n'a voulu diffuser "le Cri silencieux" du Dr Nathanson qui savait de quoi il parlait puisqu'il avait fait ou fait faire 60.000 avortements ;
- le confort, la facilité, l'hédonisme. Certainement la grande majorité des cas. L'idéologie joue de cette pesanteur. La loi de 1975 qui se voulait restrictive a ouvert la porte à un torrent — jamais dénoncé.

- la mode, l'ambiance, l'habitude. Il n'est pas rare qu'un médecin qui examine sa cliente enceinte d'un troisième ou quatrième enfant, lui demande : "*Pensez-vous le garder ?*" L'avortement est entré dans les mœurs ;
- l'échec de la contraception. Sans avoir la gravité de l'avortement, la contraception procède du même esprit, celui de la facilité ;
- la surpopulation ? Ce danger n'est certainement pas celui de la France et de la plupart des pays européens menacés au contraire par l'absence de renouvellement des générations ;
- l'idéologie. Les partisans de l'avortement sont légion et souvent très agressifs. On ne sait à qui donner la palme : organismes internationaux et nationaux comme le Planning Familial, le gouvernement, la plupart des partis politiques, les médecins, les syndicats CGT et CFDT, les trotskistes de la LCR, les anarchistes de la CNT, on ne sait trop pourquoi la Licra, Ras le Front, et Sos-Racisme, les loges maçonniques, véritables auteurs de la loi sur l'avortement, la ligue des Droits de l'homme, les féministes de Choisir, du MLF, du MLAC puis du CADAC, le réseau Voltaire, et en dernier, et pas des moindres, les comités d'éthique, pour donner bonne conscience et l'apparence de la sagesse à cette folie suicidaire. Tous se prêtent la main — avant de se déchirer. N'oublions pas que ce sont des subjectivistes tournés vers eux-mêmes et non vers l'ordre des choses ;
- face à l'idéologie, l'abstention — à part quelques exceptions — du clergé et des évêques, tragédie de notre temps ;
- la faiblesse des mouvements pour la défense de la vie. Nous devons tous nous interroger et nous rappeler le proverbe chinois : "*Ne maudis pas les ténèbres, allume ta petite lampe*" et cette phrase du Christ : "*J'ai vaincu le monde.*"

LES MODES D'EXÉCUTION

1. Aux petits stades est surtout utilisée la méthode par aspiration. Après dilatation du col utérin, une canule est introduite dans la cavité utérine proprement dite et reliée à une pompe. La succion déchiquette le corps du bébé. Le placenta est arraché à sa racine. Les fragments sont recueillis dans un bocal.

La méthode par curetage est semblable mais plus traumatisante. La dilatation du col doit être large. L'instrument est une curette à bord tranchant. L'hémorragie peut être importante.

C'est à ces petits stades que l'on peut rendre la muqueuse utérine impropre à la nidation: soit en utilisant un stérilet, tige métallique introduite dans la cavité utérine provoquant une inflammation de la muqueuse ; soit en utilisant des produits chimiques. Essentiellement en France le RU 486 à effet antiprogestérone. Cette drogue, associée à une prostaglandine est active jusqu'au 45e jour suivant la fécondation. L'efficacité de la méthode dépasserait 90 %. L'ingestion du RU 486 et, 48 heures après, de la prostaglandine, est suivie de l'expulsion de l'embryon. Le stérilet et de nombreuses pilules sont présentés comme contraceptifs. En réalité, ils sont abortifs, agissant non pas avant mais après la fécondation.

2. Aux stades tardifs — 2e et 3e trimestre de la grossesse — l'enfant est plus grand et l'effet de l'avortement est saisissant.

- Accouchement prématuré par prostaglandine. Celle-ci est administrée par voie locale ou générale. Elle peut déclencher le travail à tout moment. Elle assouplit le col et fait

contracter violemment l'utérus. L'enfant est trop petit pour survivre. Parfois le choc est si violent que la tête se détache du corps.

- Accouchement par hystérotomie. Elle est presque toujours abdominale (césarienne). L'utérus est ouvert. L'enfant est saisi avec le placenta. Il respire, essaie de crier, s'agite. Il est alors étouffé ou noyé dans un bocal d'eau ou abandonné.
- Dilatation et extraction. Les étapes sont les suivantes : dilatation large du col de l'utérus, introduction d'une pince dans la cavité utérine, rupture de la poche des eaux, section du cordon ou extraction première du placenta, contrôle de la disparition de l'activité cardiaque, fragmentation du corps et de la tête de l'enfant dont le squelette est en voie d'ossification, extraction morceau par morceau. L'enfant et ses annexes sont ensuite recomposés pour s'assurer que rien n'a été oublié dans la cavité utérine.
- Empoisonnement par le sel. Une longue aiguille est introduite à travers la paroi abdominale et utérine maternelle jusqu'au sac amniotique où baigne l'enfant. Après soustraction du liquide amniotique, une quantité équivalente de solution saline concentrée est injectée. La solution est avalée par l'enfant et diffusée dans son organisme. Il meurt une heure après d'hypernatrémie avec œdème et convulsions. Sa peau et ses muqueuses, brûlées par le sel, desquament et deviennent rouge vif. La mère accouche d'un enfant mort, dix à trente heures après l'injection.

Toutes ces méthodes tuent l'enfant. Elles n'ont pas d'autre but. L'enfant vivant est considéré comme un échec, ou une complication de la méthode. Même médicalisé, l'avortement fait courir des risques à la mère. Les complications sont immédiates ou retardées.

LES CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

Outre celles de toute intervention, certaines sont spécifiques à l'avortement :

- la canule peut perforer le fond utérin et aspirer l'intestin dans l'utérus, ou au-delà. Si la perforation est latérale, elle peut blesser le pédicule vasculaire et provoquer une grave hémorragie. Le curetage est lui-même facteur direct d'hémorragie ;
- possibilité de rupture utérine, notamment par la prostaglandine ;
- lésion du col utérin qui a été forcé. Le danger est grand surtout chez la primipare ;
- envahissement du sang maternel par la solution saline injectée dans la cavité amniotique ;
- complications propres à la prostaglandine : rupture utérine, lacération du col, hémorragie, mort subite, embolie pulmonaire de liquide amniotique ou de caillots sanguins, convulsions ;
- infection du tractus génital ;
- rétention placentaire ou de fragments embryonnaires ou fœtaux.

LES CONSÉQUENCES TARDIVES

- Stérilité par désertification de la muqueuse utérine ou par obstruction de la trompe. Elle est d'autant plus fréquente que les avortements sont répétés.
- Grossesse extra-utérine par infection et obturation de la trompe.
- Malposition placentaire.

- Conséquences liées à la béance du col utérin :
- avortement spontané, infection utérine, prématurité de l'enfant avec tous les risques de celle-ci (mortalité plus élevée, retard psychomoteur).
- Conséquences propres au stérilet : infection pelvienne à bas bruit, obturation des trompes, perforation de l'utérus et stérilité définitive (raison pour laquelle il ne peut être prescrit à une femme sans enfant).

Mais pour la mère, la blessure la plus grave est celle de l'âme. Même médicalisé, l'avortement, quand il est provoqué, reste un crime.

LES CONSÉQUENCES MORALES : DÉTRESSE

La détresse atteint d'abord la femme. Après l'enfant, elle est la première concernée. La décision en définitive ne dépend que d'elle. Le geste est irréparable et va à l'encontre de ce qui s'inscrit le plus profondément dans sa nature : l'amour maternel.

Un cardinal de la Curie demandait au docteur Maria Peters si toutes les femmes ayant fait un avortement en restaient marquées. "*Toutes*, répondit-elle, *mais pas au même moment*". Ce sera à Noël, ou bien lors de la rentrée scolaire, lors de la vue d'un autre enfant, ou dans la douleur de la solitude, parfois sur le lit de mort.

La détresse avait été immédiate chez cette femme descendue dans le hall à la clinique Jeanne d'Arc : "*Ah, si j'avais su*". Immédiate aussi, en salle de réveil, celle de cette femme qui a subi une intervention physiquement légère — l'avortement — mais moralement lourde, car seule parmi les autres, elle ne souriait pas.

Le 19 octobre 1991, la fête battait son plein. Elle avait été organisée par les associations familiales catholiques et l'AOCPA. L'endroit choisi était le parvis des droits de l'homme au Trocadéro. Ne pouvant supporter ces droits sans ceux de Dieu, j'étais venu avec une grande croix, presque de taille humaine. Il y avait des discours et des chants. Peu après, la fête s'était déplacée dans le bas, vers les jardins. On entendait dans le loin les haut-parleurs, les flonflons de la musique. La nuit tombait. Il faisait froid. Je restai seul sur le parvis avec la croix. Une femme de trente cinq ans environ s'est approchée, tenant une petite fille par la main. Elle ne disait encore rien, mais j'avais deviné. Elle écarta sa petite fille. Cette femme s'appelait Marie-Aude. Elle me déclara : "*Cela s'est passé le 10 février dernier. On m'y a poussé. Même un prêtre m'avait dit que je pouvais.*" Elle avait appelé son petit garçon Jean. Était-elle bien sûr que c'était un petit garçon ? (car on ne donne pas trop de détails dans une salle d'avortement). Elle pleurait.

Elle ne me connaissait pas, mais ce jour-là, à cet endroit, et avec cette croix elle voulait se confier à quelqu'un qui comprendrait ce qu'elle regrettait amèrement d'avoir fait. Je lui dis la phrase du Père Daniel Ange. Elle avait bien fait de donner un nom à son enfant. Elle pourrait lui demander pardon. Celui-ci, on pouvait le penser — heureux comme un roi dans la vie divine — lui pardonnerait aussitôt. Elle-même mourrait un jour et le premier à l'accueillir serait son petit garçon. Mais il fallait d'abord qu'elle demande pardon à Dieu qui voit dans les cœurs et qu'elle se confesse à un prêtre. Elle serait alors blanche comme neige, et même, comme dit le psaume, plus blanche que neige. Seule la religion peut ce miracle.

Jamais l'idée ne nous est venue d'ajouter à la détresse d'une femme ayant avorté. Comment et de quel droit aurions-nous cette cruauté ? Bien au contraire nous les embrassions. Non pour les féliciter, elles le savaient bien, mais par compassion. Blessées, nous les aimions et, comme elles, nous aimions et regrettions ces petites victimes.

La détresse post-abortive peut prendre toutes les formes : tristesse, sentiment de culpabilité, dépréciation de soi, dépression pouvant aller jusqu'au suicide, agressivité, alcoolisme, dépendance de la drogue ou des tranquillisants, troubles du sommeil.

PROVOCATIONS ET MENSONGES POUR ACCRÉDITER L'AVORTEMENT

1. Créer le scandale en revendant l'avortement.

1971 - 343 femmes, connues et moins connues déclarent avoir avorté.

1973 - 331 médecins déclarent à leur tour avoir pratiqué des avortements.

2. Bafouer la loi qui protège encore l'innocent.

1971 - Procès de Bobigny. Entourée de maintes pressions, la jeune femme qui avait subi un avortement est acquittée.

3. Prétexter la nécessité.

On a souvent invoqué la menace de la surpopulation et le danger que représentait l'avortement clandestin.

La crainte de la surpopulation peut se concevoir dans certains pays, encore qu'une forte natalité puisse compenser une forte mortalité infantile. Mais certainement pas dans nos régions où le manque de naissances est dramatique. C'est la dénatalité qui est une folie.

Le danger d'un grand nombre d'avortements clandestins est véritable vu les moyens utilisés — aiguille à tricoter, injection d'eau savonneuse, manque d'asepsie. Les accidents ou maladies peuvent être graves, parfois mortels (perforation utérine, gangrène utérine, septicémie à perfringens, tétanos post-abortum, embolie gazeuse). On compte une complication pour 1 000 cas. Les chiffres avancés pour ces avortements ont été à dessein surestimés : 600.000 en France au moment de la loi de 1975. Mais ils étaient établis d'après la totalité des complications observées en maternité, toutes causes confondues, et non sur les seules complications liées à un avortement. Celles-ci avec les progrès thérapeutiques — réanimation, antibiothérapie... — régresserait de façon considérable. Le seul traitement est préventif : ne pas avorter. Mais ce qui est combattu, ce n'est pas le crime lui-même mais ses inconvénients. Et, ce faisant, le crime est encouragé.

La menace d'une surpopulation — signalée par Malthus — et celle des complications de l'avortement — constamment agitée à propos de la loi de 1975, ne sont réellement que des prétextes. L'aveu en est fait dans un dossier du Planning Familial de juin 1978, signé par Simone If et Colette Mamy : "*Nous militons pour le droit à la contraception et le droit à l'IVG ni par malthusianisme, ni pour améliorer l'état sanitaire de la population.*" Le vrai motif est ailleurs.

4. Avancer masqués

Le Planning Familial des années 1960 réclamait hautement le droit à la contraception mais condamnait l'avortement — l'un permettant d'éviter l'autre. Dès 1958, le Planning Familial français s'était rattaché à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF). Voici ce que déclarait l'IPPF en août 1963, cité par le Dr Willke : "*L'avortement tue la vie d'un bébé à son commencement. Il est dangereux pour votre vie et pour votre santé. Il peut vous rendre stérile, si bien que quand vous désirez un enfant, vous ne le pouvez pas.*"

Ces propos sont en pleine contradiction avec l'évolution ultérieure du Planning Familial sur l'avortement. Loin d'empêcher celui-ci, la contraception l'a introduit, car tous deux puisent à la même source : la liberté sexuelle.

Les mots sont détournés de leur vrai sens. Interruption, le I de IVG, indique un arrêt et non une fin. Orthogénie, d'après son étymologie grecque signifie race droite, et non liquidation d'un individu. Le terme est très proche d'eugénisme — bonne race — de réputation odieuse depuis le nazisme. Et comment oublier que l'américaine Margaret Sanger, qui fonda dès 1914 le Birth Control League (devenu en 1939 le Family planning association), était une eugéniste forcenée (préconisant l'avortement, la stérilisation, le regroupement dans des camps de travail). Le Planning Familial trouve ici ses deux sources, totalitaire et libertaire, mêlant cruauté et arbitraire.

5. Lancer des absurdités scientifiques.

On entend des femmes déclarer : "*Mon corps m'appartient*" alors que l'enfant est distinct de sa mère et qu'il a aussi un père. Ils sont deux dans l'affaire (et même trois).

L'embryon serait "*une tumeur, une excroissance*". Pour la même raison l'enfant ne peut être ni l'un, ni l'autre. En outre, et de plus en plus, il a sa vie propre qui, à terme, lui permettra de se détacher de sa mère, sans pour autant cesser de vivre.

"*L'enfant n'existe pas, si je ne le désire pas*" : mais si l'enfant non désiré n'existe pas, pourquoi l'avorter ?

"*L'embryon n'est pas vivant*" : ceci, je l'ai entendu de la bouche d'étudiants en médecine. Je les invitais alors à venir dans mon laboratoire où couvaient des œufs de poule. La coquille ouverte, on voit l'embryon à la surface du vitellus (le jaune). On peut voir le cœur battre dès la 39e heure d'incubation, suivre l'apparition de l'œil, des membres.

"*L'embryon est vivant, mais il n'est pas humain*" : alors pourquoi la fécondation in-vitro ne réussit que dans l'espèce où elle est pratiquée : bovidée, équidée, humaine. Pourquoi les 46 chromosomes humains ?

"*L'embryon serait humain, mais pas tout de suite*" : s'il ne l'est pas dès la fécondation qui lui apporte son équipement génétique, à quel stade le serait-il ? Serait-il humain, seulement au sixième jour lors de l'implantation dans la cavité utérine ? Ou bien, le serait-il au quatorzième jour, au stade morula (apparition du système nerveux), ou beaucoup plus tard lorsqu'il est devenu fœtus, ou même seulement à terme ? Nous l'avons déjà dit. Personne potentielle, non. Personne avec un potentiel considérable, oui.

6. Recevoir la caution du Comité consultatif national d'éthique.

Celui-ci a avalisé l'avortement en ouvrant la porte aux prélèvements de tissus fœtaux (1984), au RU 486 (1987) et à l'expérimentation sur l'embryon (1997). Certes, avec toutes les garanties de sérieux : cadre de la loi existante pour le RU 486 ; aucune IVG autorisée dans le but d'un prélèvement, mais possibilité d'utiliser un fœtus déjà avorté ; expérimentation sur l'embryon à titre exceptionnel après plusieurs avis de personnes connues pour leurs compétences. Le Comité d'éthique respecte toujours les formes, rarement le fond.

Sur l'embryon, on peut pratiquement tout se permettre puisqu'il n'a pas de statut et qu'on se garde bien de lui en donner un. Dans toutes ces manipulations, il est commode de dire que l'embryon n'est pas encore une personne puisqu'on l'utilise comme une chose.

7. En appeler aux sentiments élevés.

On fait passer l'avortement pour une affaire de conscience ou de conviction sans dire qu'il est un meurtre. On le fait passer pour une liberté sans dire qu'il engage la liberté de la femme au dépend de celle de l'enfant. On le célèbre au rang d'un droit et d'une dignité. Les plus hauts témoignages viennent des plus hauts magistrats selon l'arrêt de la cour de cassation du 27 novembre 1996 : "*La dignité de la femme passe nécessairement par la défense de son droit à l'IVG.*" C'est oublier l'enfant et la vraie nature de la femme.

LE NOMBRE D'AVORTEMENTS

Je m'appuierai sur l'étude de Benoît Bayle intitulée *La destruction de l'embryon humain dans la médecine contemporaine* (Thèse de doctorat à la Faculté de Cochin-Port Royal) et sur son article : *On achève bien les embryons* (*Vu de France*, n°19, octobre 1993).

Voici, d'après Benoît Bayle, le dénombrement des avortements en France.

- Avortements chirurgicaux et chimiques (RU 486) : 250.000 selon une estimation de l'INED.
- Avortements par stérilet : 1.800.000 utilisatrices en France. En un an, près de 550 embryons détruits pour 100 femmes se servant de ce procédé. Ainsi, chaque année près de 10.000.000 d'embryons sont détruits de cette façon.
- Avortements par contraception hormonale. Les pilules classiques mais surtout les mini dosées sont, dans une certaine proportion, abortives. Les premières entraîneraient la mort de 5 embryons pour 100 femmes/an ; les secondes, la mort de 15 à 20 embryons pour 100 femmes/an. Ce qui pourrait représenter chaque année la mort de 180.000 à 300.000 embryons.

Ces chiffres appellent des remarques. Le nombre d'avortements chirurgicaux est très sous-estimé et s'établirait à 350.000 ou peut-être davantage. En effet, beaucoup d'avortements ne sont pas répertoriés en tant que tels, mais déclarés comme révision utérine pour fausse couche, ou biopsie de l'endomètre, ou curetage, ou tout autre acte, ceci en raison de convenance personnelle, d'avortement hors délai, de comptabilisations financières ou de dépassement des quotas. Le nombre d'IVG pratiqués chaque année dans un établissement privé ne doit pas être supérieur à 25 % du nombre des actes chirurgicaux et obstétricaux, tout dépassement entraînant la fermeture du centre pour un an, et en cas de récurrence, sa fermeture définitive (art 178-1 du

Code de santé publique). La sanction n'est jamais appliquée. Nous demandions à des responsables d'un centre d'avortement comment ils avaient pu échapper à toute mesure disciplinaire pour dépassement du quota — nous connaissions les chiffres, eux-mêmes nous les avaient donnés. La réponse fut celle-ci : *"C'est l'affaire de la DDASS. C'est elle-même qui nous envoie les patientes."*

Un centre de planning familial n'est pas tenu par les quotas puisqu'en fait d'acte chirurgical, ou obstétrical, il ne pratique que des avortements.

Le stérilet n'agit pas directement sur la fécondation; mais tel qu'il est placé dans l'utérus, il rend la muqueuse impropre à la nidation. C'est donc un abortif. La meilleure preuve de ce caractère, c'est l'utilisation qui en est faite dans ce qui est appelé à tort la *"contraception d'urgence"*, c'est-à-dire dans les jours qui suivent un rapport sexuel. *"Le stérilet peut être posé jusqu'au moment théorique de l'implantation de l'œuf dans l'utérus, c'est à dire jusqu'à sept jours avant la date prévue des règles."* (P. Cesbron, *L'interruption de grossesse depuis la loi Veil*).

Il ne peut s'agir que d'estimations puisque la femme elle-même ignore qu'elle est enceinte. Il demeure que la plus grande destruction embryonnaire qui soit, celle du stérilet, porte le nom pudique de contraception.

Les pilules contraceptives hormonales ont 3 effets :

- avant la fécondation, elles s'opposent à la maturation du follicule ovarien et à la ponte de l'ovule ;
- par ailleurs, elles coagulent la glaire sécrétée par le col de l'utérus, empêchant ainsi la progression des spermatozoïdes. En ceci, elles sont contraceptives ;
- leur troisième effet consiste à atrophier la muqueuse utérine, la rendant impropre à la nidation de l'embryon. En ceci, elles sont abortives. Cet effet est surtout celui des pilules microdosées en oestrogène. Là encore, le terme de contraceptif cache, mais à un degré bien moindre que pour le stérilet, une propriété abortive.

La liste des avortements n'est pas close. La fécondation in-vitro qui donne parfois la vie fait surtout beaucoup de morts. À tel point que l'on peut parler à son propos d'un véritable *"gaspillage embryonnaire"*. (B. Bayle)

Les ovules sont fécondés à l'extérieur en éprouvette et implantés dans l'utérus maternel : une hyperstimulation ovarienne permet d'obtenir de nombreux ovules.

Les embryons sont implantés en excès pour augmenter le taux de réussite — de l'ordre de 5%, et tous ne sont pas implantés. Les embryons inutilisés sont alors congelés en vue de nouveaux essais. La plupart ne seront jamais implantés. Ils sont alors soit abandonnés soit livrés à l'expérimentation. La fécondation in-vitro permet le tri embryonnaire (diagnostic préimplantatoire). On ne retient que les bons ou les beaux embryons, mais les autres?

La fécondation artificielle peut être assistée. Celle-ci est proposée lorsque les spermatozoïdes montrent peu d'activité. L'un d'eux est directement injecté dans l'ovule — sans que l'on connaisse sa valeur. Si les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, l'opération se solde par un avortement (déclaration faite à l'Unesco par un membre du Comité consultatif national d'éthique lors de la réunion annuelle de cet organisme en décembre 1995).

Selon une déclaration de la FNUAP (Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population) datant de 1995, il y aurait chaque année dans le monde 45 à 50 millions d'avortements depuis 1975, ce qui porterait leur nombre actuellement à plus d'un milliard. Ce chiffre doit être aujourd'hui largement dépassé.

3. UNE CIVILISATION A LA DÉRIVE

LA FOI

La raison, à elle seule, peut montrer l'existence de Dieu. Il est raisonnable de penser, comme Voltaire à propos de l'univers, que l'horloge ait un horloger. Saint Paul affirme que l'idée de Dieu créateur est accessible à la raison droite. Au moins de cette façon, l'homme est un animal religieux. Voltaire était déiste. Était-il pour autant croyant ? Être croyant, c'est penser que l'Horloger s'intéresse à l'horloge. C'est le contenu même de la Révélation.

La Bible, disait le père Panaget, vicaire à Saint-François-Xavier, peut se résumer en quelques mots un peu mystérieux de prime abord : " *Veux-tu bien ?* ". Dans la Bible, c'est l'homme qui écrit mais c'est Dieu qui parle. Celui-ci nous dit : " *Veux-tu bien de moi, veux-tu bien de ma divinité ?* ". Il fait le premier pas. Il ne peut respecter davantage notre liberté. Il ne peut donner davantage, puisqu'il est Tout. Cette offre, c'est l'Alliance proposée à Noé, à Abraham, à Moïse, à tous et à chacun. Ce qui est proposé ainsi, ce sont les épousailles de l'âme.

La raison débouche sur une idée, la foi sur une personne. La foi n'est pas une idéologie, une construction humaine mais l'adhésion à l'Être même, vérité et vie, comme nous l'apprend la Révélation. La raison n'a rien à perdre avec la foi puisque elle agrandit son domaine. À l'inverse, la foi sans la raison, le fidéisme, est incomplète. Le curé de Loigny-la-Bataille parlait du bonheur de l'intelligence, car l'on ne peut concevoir la foi sans la raison, toutes deux étant faites pour la vérité. Notre bonheur est dans la dépendance de celle-ci. La plus belle des prières est celle dont parlait un ancien aumônier de l'Armée de l'air : "*Demander Dieu à Dieu*". Nous ne pouvons demander davantage et il n'y a que Dieu qui puisse donner Dieu, même si la prière passe par les saints, qui lui sont proches.

On ne se sauve pas soi-même. On ne peut prendre Dieu, disait le Père Varillon, on ne peut que le recevoir. Le péché est de vouloir se faire Dieu, ou de se passer de lui, alors que nous n'avons pas d'autre bonheur que lui.

La première des Béatitudes est la reconnaissance de cette dépendance, celle de la pauvreté de l'esprit, ou bien encore, et c'est la même, celle de l'enfance spirituelle de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus.

Par cette Béatitude nous viennent toutes les autres : douceur, pureté, miséricorde, puisque par elle nous nous revêtons de Dieu lui-même. Toute la création est faite pour Dieu et pour l'homme de façon éminente puisque, s'il y consent, l'homme est appelé à partager la vie divine. Il n'est fait que pour ça. La Bible nous dit que Dieu fit l'homme à son image. Cette Révélation est admise par les trois grandes religions monothéistes : juive, chrétienne et musulmane.

Le mystère fondamental du christianisme est celui de la Trinité avec l'incarnation de la deuxième personne divine. Par là, il se distingue de toutes les autres religions, même monothéistes. Dieu, infiniment loin, se fait infiniment proche. Tout-puissant, il se veut faible : le "*Veux-tu bien* " prend ici tout son sens. Dieu non seulement donne en créant, mais se donne en recréant. La re-Création est ainsi plus grande que la Création.

En s'incarnant, Dieu passe par le stade le plus humble et le plus dépendant qui soit, celui d'embryon. Nous le savons par les Écritures (Luc 39-45), puisque aussitôt après l'Annonciation, la

Vierge quitte à la hâte Nazareth pour retrouver, à 72 kilomètres de là, à Ain Karim près de Jérusalem, sa cousine Elisabeth. Celle-ci la salue du nom de mère de Dieu. Jésus, à ce moment là, n'avait que quelques jours de vie. Dieu lui-même s'est fait embryon, conférant à celui-ci une singulière dignité. Plus qu'un autre, un chrétien lui doit attention, amour et respect, à l'égal d'un petit Christ.

LA CONSCIENCE

Elle est la connaissance que nous avons de nous-mêmes et du monde extérieur depuis celle, élémentaire, de l'état de veille jusqu'à celle, la plus élevée, qui nous permet de juger de la valeur des choses, de nos actes et de ceux d'autrui. De la première, la plus basse, on pourrait dire qu'elle est animale et de la deuxième, la plus élevée, qu'elle est spirituelle et religieuse. Cette dernière est si élevée qu'elle peut, au-delà même de l'intelligence et de l'affectivité nous mettre en présence de la divinité. Quand il est dit dans la Bible que l'homme a été fait à l'image de Dieu, c'est d'elle dont il s'agit.

Faculté la plus haute de l'homme, est-elle pour autant absolue comme le disait le vicaire savoyard de Rousseau ? " *Conscience, conscience... instinct divin, juge infaillible du bien et du mal* " (Émile IV). Ce serait oublier notre condition humaine, fragile et dépendante. Notre conscience est peu stable. Elle varie avec le sommeil, l'âge, la fatigue, l'infirmité, les épreuves, la maladie. Elle peut être obscurcie, exaltée, enivrée, droguée ou hallucinée ; mais aussi apaisée, grandie, affermie. Elle doit être préparée, formée, éclairée. Paul VI disait de la conscience qu'elle n'est pas elle-même la lumière, mais l'œil qui reçoit la lumière.

La conscience juge, mais elle n'est pas infaillible. Elle apprécie le bien et le mal, le vrai et le faux, mais elle ne peut en décider. Le pouvoir est réservé à Dieu. Au paradis, Adam et Ève pouvaient prendre les fruits de tous les arbres, sauf ceux de la connaissance du bien et du mal (Gen II, 16-17). Le péché consiste précisément à décider soi-même du bien et du mal. La conscience s'éclaire à la vérité, mais elle n'est pas elle-même la vérité, elle en est la connaissance. Si elle est la plus haute faculté, elle repose sur toutes les autres (attention, mémoire, intelligence, affectivité, amour, volonté, liberté) et elle les éclaire en retour.

Toutes dépendent de la vérité. Mais pour cette raison, la liberté de conscience ne peut être un absolu. Une chose est frappante : quel que soit le tribunal ou la cour d'appel, le président ou les assesseurs, le procureur ou les avocats de la partie civile, à un moment ou à un autre, le plus souvent in fine, on nous dit : "*Vous avez vos convictions et votre conscience. Nous les respectons. Pensez que d'autres n'ont pas nécessairement les mêmes. Vous n'avez pas à les imposer* " et l'on ajoute "*Nous sommes dans un État laïc et pluraliste.* "

Ces arguments n'ont de la logique et du respect d'autrui que l'apparence. Que l'État soit laïc et pluraliste et quelle que soit l'opinion que l'on en ait, l'avortement n'est pas affaire de conviction, c'est un meurtre. L'avortement-problème de conscience — celle-ci entendue comme souveraine — a été le leitmotiv des hommes politiques, comme de ceux de la rue. Il a été et reste l'expression de la liberté de chacun. C'est oublier au moins le principal intéressé, la victime elle-même, incapable de se défendre.

Quand Grégoire XVI, en 1832, condamnait les idées libérales - dans l'encyclique *Mirari vos* -, il condamnait la liberté de conscience absolue, mais non celle de la conscience droite. Tout le mal

vient du subjectivisme qui rapporte la vérité à soi. Avec lui, l'homme pense se faire Dieu ou s'en passer. L'illusion est totale. On sait bien que l'on ne peut pas se substituer à Dieu pas plus qu'à la réalité, on ne peut que les recevoir, et il est mortel de les ignorer. La vie n'est pas affaire de conviction dictée par la conscience, elle est une réalité et un don.

LA LIBERTÉ

Telle que nous la montre la raison, la liberté est une indépendance, un choix, un jeu ou une gratuité. Le foisonnement des astres, celui de la vie végétale et animale qui se perpétue sous nos yeux, témoignent d'une immense prodigalité, celle d'une liberté créatrice aux possibilités que l'on pourrait croire infinies.

À propos du jeu d'une articulation, on parle de degré de liberté. Ainsi, l'articulation de l'épaule, la plus mobile, a de nombreux degrés de liberté, alors que celle du genou n'en a qu'un, celui de la flexion-extension. La liberté d'une articulation est limitée par le jeu des surfaces en présence et par la contention de la capsule et des ligaments qui l'entourent. C'est que précisément, en même temps qu'une indépendance, la liberté est une dépendance car il y a un ordre des choses.

L'ordre est cette permanence de la vérité que recherche la raison : la liberté passe ainsi nécessairement par la vérité et la connaissance de celle-ci. J'en ai souvent parlé avec les étudiants en disséquant les cadavres. Chez l'homme, l'opposition du pouce par rapport à d'autres doigts de la main a beaucoup d'importance car elle permet de saisir les objets avec force et précision. Peut-on ignorer le nerf destiné à cette fonction ? Serions-nous libres de le faire ? Tous en convenaient. Ils seraient d'autant plus libres comme étudiants médecins chirurgiens qu'ils connaîtraient mieux l'anatomie et la physiologie de la main.

La liberté se nourrit de la vérité. Il n'en est pas autrement dans l'ordre surnaturel, car la vérité est une. Sinon serait-elle encore la vérité ? Ici c'est Dieu dont on peut se demander s'il n'est pas lui-même jeu entre les trois personnes de la Trinité et si, en nous créant, il n'a pas cherché à avoir des compagnons de jeu. Et en même temps, les trois personnes divines dépendent tellement les unes des autres qu'elles ne font qu'un.

En nous créant, Dieu a limité sa Toute-Puissance. Le Père Varillon disait : "*Dieu lui-même n'est pas tout puissant parce que, ayant créé l'homme libre, il a mis une limite à sa Toute-Puissance. Alors Dieu n'est pas tout-puissant ? Il est amour tout puissant.*"

Dans la Révélation, il se fait humble, presque suppliant, lorsqu'il nous propose son Alliance et davantage encore quand il se fait l'un d'entre nous. Un tableau de Murillo nous montre la liberté de l'homme, vue de Dieu. Le sujet est le départ de l'enfant prodigue. L'artiste représente le père imposant, bienveillant, assis derrière une table. Devant celle-ci, l'enfant prodigue en habit de voyage, prêt à partir, se dispose à prendre les titres, l'or et l'argent de son héritage, que lui désigne largement son père. Le plus remarquable est le regard du père dans lequel on devine une anxiété. Quel usage son fils fera-t-il de sa liberté ?

La réponse est donnée par Pascal dans un petit ouvrage intitulé *Du bon usage des maladies*. Il dit ceci : "*Le seul bonheur véritable est d'aimer librement Celui qu'il nous faut nécessairement aimer*". La nécessité où se trouve la liberté lui vient de la vérité. Tout dépend de celle-ci. Le Christ disait "*La vérité vous rendra libres*" (Jean 8-32). Si l'ordre est la permanence de la vérité et l'amour le don, la liberté en est l'aisance.

Tout est renversé avec la liberté révolutionnaire. Il n'y a pas de vérité, ou s'il y en a une, c'est l'homme qui la définit. Il n'y a plus ni nécessité ni dépendance. L'homme s'affranchit à la fois de Dieu et des lois naturelles. Il ne dépend que de lui-même, et l'aisance est précisément cette absence de dépendance. La liberté n'est plus qu'une indépendance. Par elle, l'homme choisit non ce qu'il doit mais ce qu'il veut.

Ni Dieu ni maître. Prise à la lettre, cette formule n'a pas de sens. Les étudiants athées de la faculté le reconnaissent. L'un d'eux disait : *" Je suis libre, mais si je nie la pesanteur et que je me jette par la fenêtre et m'écrase par terre, c'est au prix de ma liberté et de mon existence. "*

L'acte libre n'est pas l'acte insensé, ni l'acte gratuit d'André Gide. Remarquons que la victime de l'acte gratuit n'en était pas l'auteur mais son voisin, un inoffensif voyageur. Sont ainsi niées la liberté et l'existence de l'autre. Il en va de même pour l'avortement avec cette différence qu'ici la victime est un petit voyageur et l'auteur de l'acte, sa mère.

Toute la lutte en faveur de l'avortement s'est faite au nom de la liberté : *" Choisir "*, *" Avortement libre et gratuit "*. Étrange liberté qui ne concerne que la femme alors que le premier concerné est l'enfant qui va disparaître. Pour les besoins de la cause, son existence est niée (*" Liberté des femmes à disposer d'elles-mêmes "* ; *" Mon corps m'appartient "*) ou son humanité contestée (*" Embryon pré-humain "* ; *" Personne potentielle "*). Liberté qui ne concerne pas plus l'entourage, le père de l'enfant, les ascendants, les collatéraux, la fratrie ou la collectivité toute entière. Pourtant, l'enfant est membre d'une famille et d'une société.

Étrange liberté pour la femme, celle qui l'affranchit de sa propre nature de mère, gardienne du foyer, source d'attention et de tendresse. Elle ne règne plus que sur des cendres éteintes. Liberté où elle fait sentir son pouvoir, mais qui l'éloigne de Dieu, de tous et d'elle-même et la conduit à l'irréparable dont elle portera la marque toute sa vie. Liberté infernale qui la fait échapper à la nécessaire vérité et à l'amour qui était en elle. Un moment, sur les murs, on voyait cette affiche terrible de Laissez-les vivre, avec cette inscription : *"Maman, nous nous serions tant aimés"*.

LA TOLÉRANCE

La tolérance est une indulgence, une excuse pour l'auteur d'une erreur ou d'une faute. Elle vient du latin *tolerare*, supporter. Elle est une bienveillance, une espérance, un respect de l'autre. Elle n'est pas une indifférence, mais une patience. Elle est le contraire d'une exigence, elle adoucit les contours. La tolérance n'est pas la liberté, mais l'attente de celle-ci. Saint Paul disait : *"Supportez-vous les uns les autres. Parents, n'exaspérez pas vos enfants. "*

Mais, comme la non-violence, la tolérance n'est pas véritablement évangélique. Elle n'est pas une béatitude. Elle n'a pas la profondeur de l'amour et de la miséricorde, ni celle du don et du pardon. La tolérance est à mi-chemin de la vertu, mais comme toute qualité, elle ne reste elle-même que si elle s'accroche à la vérité.

Tout change avec la tolérance révolutionnaire. Avec elle, s'opère un glissement de l'indulgence pour l'auteur de la faute à l'indulgence pour la faute elle-même, ce qui revient à la négation de la faute et, en fait, à la négation de la vérité elle-même. C'est la vérité qui devient intolérante, à moins que ce soit vous ou moi qui la définissons. Désormais, il n'y a plus de vérité, il n'y a que

des vérités. La tolérance révolutionnaire n'est plus objective mais subjective. Par là même, elle signe son origine. Elle parle ainsi :

- si vous dites que l'avortement est un meurtre, vous êtes intolérant ; c'est votre vérité. Elle est respectable, mais vous n'avez pas à l'imposer ;
- mais si vous dites que l'avortement est un problème de conscience, vous êtes tolérant car vous respectez chacun dans sa vérité et dans la conviction qu'il en a.

Parler ainsi, c'est rendre hommage à la conscience mais c'est nier, ou noyer l'évidence (l'avortement est un meurtre) et rappeler la vérité n'est pas l'imposer : la vérité ne peut que s'imposer d'elle-même. La tolérance subjective dénature la tolérance. Elle est un mensonge. Fausse douceur, elle n'est plus une indulgence mais une complaisance. Fausse fraternité, elle n'est plus une patience mais une indifférence et c'est cette désossée qu'on exalte en hymne au pluralisme. Coupeuse de têtes, comme la liberté et l'égalité, elle est redoutable car elle donne bonne conscience. On le voit avec l'avortement.

VIOLENCE ET NON-VIOLENCE

Le terme de violence dérive du latin, *vis*, la force. La force est une vertu, elle est l'âme de la volonté, elle est la puissance de la vérité : on ne peut la concevoir sans la lumière, ni la lumière sans elle. Sans la lumière, la force est aveugle, sans la force, la lumière est vaine.

La violence est une force explosive. Elle n'est légitime que dans certaines limites, maîtrisée et dirigée, elle aussi, vers le bien et la vérité. Elle peut être dangereuse. Facile au début si on a l'initiative, elle est contagieuse. La violence appelle la violence. Elle peut emporter celui qui la commet, comme celui qui la subit ; au point de faire oublier sa raison d'être. Non contrôlée, elle dégénère. Mise au service du mensonge, du crime et de l'injustice, elle est dévastatrice. Mise au service du bien, elle est précieuse. Comme le geste décisif du chirurgien, la correction d'une faute peut nécessiter une violence proportionnée, salutaire (comme, aussi, la prison pour un voleur, la correction d'un enfant ou la correction de soi-même).

Dans l'Ancien Testament, la colère divine se manifeste à maintes reprises contre un peuple rebelle. Les prophètes — et jusqu'au dernier d'entre eux, Jean-Baptiste — en témoignent. Le Christ lui-même a usé de violence. On le voit durcir son visage, interpeller très vivement les pharisiens et même ses disciples, renverser les tables des changeurs du temple, brandir le fouet, comme enflammé de l'amour du service de son Père. Mais il désamorce lui-même la violence lorsqu'il nous recommande de ne pas répondre à celle-ci (même injuste) par une autre violence et d'être prêt à la subir et à l'accepter comme lui-même l'a fait sur la croix. Il consent à son propre sacrifice par amour de la vérité et de ses ennemis.

La non-violence est une expression négative. Elle est étrangère, pensons-nous, à l'Évangile et à la réalité. Certains, comme Lanza del Vasto, ont voulu l'accommoder aux Béatitudes, mais elle en diffère profondément. D'une certaine façon, et pour nous arracher à la pesanteur, la violence est dans les Béatitudes. Elle est dans la pauvreté de soi, dans la souffrance de la persécution, dans la recherche de la pureté, de la miséricorde, et même de la douceur et de la paix. Le Royaume des cieux appartient à ceux qui lui font violence (Luc, 16,16).

D'autre part, la non-violence, pas plus que la violence, n'a de sens en elle-même. Les Béatitudes ne sont pas qu'une ascèse ou un détachement, mais d'abord surtout un attachement. Heureux

les pauvres en esprit. Heureux les doux, heureux les pacifiques. La vie divine est l'amour de Dieu, des autres et de sa création, avant d'être un oubli de soi. Elle n'est pas une extinction mais un brasier.

LE SUBJECTIVISME

La conscience est exaltée comme absolu, la liberté comme indépendance. La tolérance vaut aussi bien pour le fautif que pour la faute. Il y a des droits sans devoirs, car tout est dû. Il n'y a pas d'obéissance car si l'on obéit, c'est à soi-même. La science est accommodée ou contrefaite suivant les besoins — on déclare scientifique ce qui n'est qu'un habillage, comme Marx avec le matérialisme. La loi n'a d'autre fondement qu'une majorité d'opinions variables et façonnables à gré.

Il n'y a pas de vérité objective, éclatante et une, mais neutre et plurielle. Il n'y a que des façons de voir. Seul compte le sujet — individuel ou collectif. C'est lui qui décide de l'ordre naturel et surnaturel, du vrai, du beau et du bien. Il n'apprécie pas l'objet, il se substitue à lui.

Le subjectivisme touche tous les domaines, religieux, spirituel, moral, philosophique, social, politique, économique, scientifique. Il est de toutes les époques. Apparue avec l'homme — il se confond avec le péché originel qui est le refus de dépendance de la vérité —, il mourra avec lui.

On le voit :

- chez les sophistes grecs,
- les gnostiques aux premiers siècles,
- les nominalistes au moyen âge,
- avec le protestantisme et la Renaissance,
- chez Descartes,
- chez les libertins au Grand siècle,
- au temps des Lumières avec la franc-maçonnerie,
- chez Rousseau (conscience, conscience !),
- chez Kant (avec la révolution copernicienne, où tout tourne autour de soi ; et avec l'impératif catégorique),
- à la Révolution et dans ses descendances socialiste, laïque, marxiste, anarchiste, libérale et démocratique,
- chez les existentialistes (on se crée soi-même),
- dans la tendance moderniste de l'Église et dans le New-Age — véritable self-service où l'on se trompe soi-même.

L'avortement n'échappe pas à la règle. On le présente, non comme un meurtre, ce qu'il est, mais comme une libération et une dignité — ce qui est une erreur ou un mensonge. Maladie de l'intelligence qui refuse la libre soumission à la vérité, le subjectivisme est à la lettre une schizophrénie : "*rupture du contact avec la réalité, tendance à se renfermer dans un monde intérieur*". Folie, illusion, enfermement, ses risques sont mortels tant pour l'individu que pour la société. On ne peut nier la réalité ni indéfiniment ni impunément. Si les faits ont tort, ils sont aussi têtus.

Le positivisme — à l'inverse du subjectivisme — admet et recherche l'ordre des choses. Aux droits il ajoute les devoirs, mais arrête son élan vers toute transcendance, emportant ainsi le principe

de causalité qu'il appliquait à l'étude du monde observable. Alors que le subjectivisme conduit à l'athéisme, puisque Dieu c'est soi-même, le positivisme mène à l'agnosticisme où Dieu ne peut être connu ni par la raison ni par la Révélation. Jean Daujat disait " *Seul le saint est extraverti* ". On pourrait dire, aussi en changeant à peine un mot " *seul le sain est extraverti* ."

LE PÉCHÉ ORIGINEL

Au Paradis, le fruit défendu est celui de la connaissance du bien et du mal. Le prendre, c'est vouloir décider par soi-même de l'un et de l'autre, c'est s'attribuer ce qui n'appartient qu'à Dieu. " *Vous serez comme des dieux* " avait dit le serpent (Genèse 3, 4). Ce mensonge est celui du subjectivisme.

Satan s'est adressé à Ève plutôt qu'à Adam, non parce qu'elle était la plus faible mais, au contraire, parce que la femme c'est l'enfant, l'amour dont elle l'entoure, le foyer, l'éducation, la permanence. Qui tient la femme, tient toute la société. Qui corrompt la femme, corrompt la société. Lénine ne pensait pas autrement.

Dieu lui-même s'est adressé à une femme pour l'Incarnation de son fils, demandant son consentement à une Vierge. Ainsi la Chute et la Rédemption passent par la femme. Les ténèbres et la lumière se la disputent. Elle est l'enjeu de la création et de la recréation. Elle, et sa fécondité, sont les ennemis jurés de Satan. " *Le dragon de l'Apocalypse se tenait devant la femme qui allait enfanter, afin de le dévorer dès sa naissance.* " (Ap. 12,4).

En tuant son propre enfant, la femme accomplit un acte contre Dieu et contre sa propre nature. L'avortement est toujours un crime. Mais je ne veux pas parler ici tellement de l'avortement fait par désespoir, par misère, ou même par désarroi, que de celui délibéré, fait en vue d'un changement de société. Le coupable est à son tour victime, instrument inconséquent d'une révolution. Or celle-ci appelle au crime en connaissance de cause.

Voici ce que dit le Planning Familial (MFPF) dans son dossier de présentation de juin 1978 : " *Nous militons pour la contraception et l'interruption de grossesse ni par malthusianisme, ni pour améliorer l'état sanitaire de la population [mais pour] contester des comportements et des situations traditionnelles.* "

L'avortement devient un acte révolutionnaire. Il est un crime contre Dieu. En haine de Dieu et de sa création, on tue l'enfant. Le péché était jusque-là individuel, le voilà maintenant collectif. L'avortement devient un parricide. On se souvient que la Révolution française fut déicide, avant d'être régicide et terroriste.

L'avortement est le chef-d'œuvre de la Révolution. Il en est l'outil le plus destructeur. Il est la clef du retournement des esprits. Son cortège est celui de la libération des mœurs : contraception, pornographie, homosexualité, pédophilie.

La pesanteur et la grâce : la pesanteur c'est notre moi et le refus d'en sortir. La grâce, c'est la vie divine. Nous invitent à la pesanteur : une partie de nous-mêmes, la déraison, la tentation avec tous ses chantres nominalistes, marxistes, francs-maçons, existentialistes qui se renouvelleront sous d'autres noms jusqu'à la fin des temps. Nous invitent à la vie divine : la meilleure part de nous-mêmes, la raison droite, le Saint-Esprit, la Révélation et l'Église qui en est le dépôt sacré.

Dieu pardonne aux hommes tout péché, tout blasphème, mais le blasphème contre l'Esprit ne sera pas pardonné (Matthieu 12,31). Quel est ce péché contre l'Esprit ? Ne serait-il pas le refus du pardon ? Dieu ne peut nous sauver malgré nous, ou contre nous. Il respecte notre liberté. C'est lui qui l'a faite.

LA LAICITE CHRETIENNE TRADITIONNELLE

Deux phrases du Christ définissent les rapports des pouvoirs temporel et spirituel. L'une célèbre, à propos de l'impôt dû aux autorités civiles : "*Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.*" L'autre moins connue ou moins reconnue, prononcée devant le tribunal de Pilate : "*Tu n'aurais pas de pouvoir sur moi, s'il ne t'avait été donné d'en haut*". (Jean 19, 11)

La première phrase indique la distinction des pouvoirs et la deuxième leur hiérarchie. Distinction et non séparation, car une séparation abolirait toute dépendance.

Subordination du pouvoir temporel au pouvoir spirituel et non l'inverse. Rendez à Dieu ce qui est à Dieu ? Mais tout est à Dieu. Quel domaine en effet, à part celui de notre liberté, pourrait lui échapper ? Et n'est-ce pas Lui qui a voulu notre liberté ? Dieu ne règne pas seulement sur les individus mais aussi sur les collectivités, peuples, nations, générations, races, royaumes, tribus et cités — à condition que les individus, les peuples, les nations le veuillent bien.

L'affirmation dans la Bible et dans la tradition en est constante : Alliance de Dieu avec le peuple d'Israël ; intervention d'Abraham en faveur de Sodome et Gomorrhe ; Jonas et Ninive ; Tyr et Sidon jugés moins sévèrement que Chorazaim et Bethsaïde ; pleurs de Jésus sur Jérusalem ; et à la fin de l'Évangile de saint Matthieu, l'envoi en mission : "*Allez donc, de toutes les nations faites des disciples, baptisez-les au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit.*"

N'est-ce pas là le baptême de la France dont parlait Jean-Paul II ? Conçoit-on sainte Geneviève, saint Louis, Jeanne d'Arc sans la politique ?

L'homme n'a véritablement d'existence que par sa vie sociale : la Révélation intéresse ainsi nécessairement l'homme entier, privé et public. L'Église, à son tour, enseigne une doctrine sociale. On doit affirmer — en cela comme pour le reste — le droit divin en politique. Il en est le fondement et l'aboutissement. On doit affirmer la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ. Certes, elle n'est pas de ce monde, ni selon ce monde. Elle est au-delà de ce monde, avant et après lui, mais aussi en lui et ceci de façon éminente puisque le Fils de l'homme s'est incarné : son domaine est celui des âmes et des institutions, celles-ci guidant celles-là.

Les institutions sont dans la société les gardiennes de la vérité et de la justice. On se relève du péché, "*mais on ne se relève jamais du sacrifice des principes*" écrit Mgr Freppel. "*Les convictions peuvent fléchir à un moment donné et les mœurs publiques recevoir quelque atteinte du vice ou du mauvais exemple, mais rien n'est perdu tant que les vraies doctrines restent debout dans leur intégrité. Avec elles, tout se refait tôt ou tard, les hommes et les institutions, parce qu'on est toujours capable de revenir au bien lorsqu'on n'a pas quitté le vrai.*"

Qu'en est-il pour l'incroyant ? Peut-il adhérer à un droit dont il ne connaît ou ne reconnaît ni l'énoncé ni l'origine ? Peut-il souscrire à une royauté et à une notion de péché qui lui sont étrangères ? Ce qui a été dit de l'âme et de l'institution vaut pour lui de la même manière. Il y a

pour lui, comme pour le croyant, un droit naturel, défini par la raison droite et la bonne volonté, à la recherche de la vérité et de la justice, fondements de la vertu et du bien commun. Croyant ou incroyant, l'homme privé ou public, n'est fait que pour la vérité. Nul ne peut s'y soustraire en conscience. Foi et raison reposent sur le principe d'objectivité, correspondant aux réalités surnaturelles et naturelles. Mais alors que la vérité est donnée en plénitude par la Révélation, elle ne peut qu'être approchée par la raison seule.

On ne peut mieux résumer la pensée traditionnelle de l'Église sur les rapports des pouvoirs temporel et spirituel, que par cette phrase du père Hazeman, ancien recteur de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre : *La politique est à César mais tout est à Dieu, même César, même la politique*. Cette définition correspond à la " saine laïcité " dont parlait Pie XII qui distingue les pouvoirs temporel et spirituel sans les séparer et reconnaît le droit divin en même temps que le droit naturel.

Il ne peut s'agir de théocratie. Il n'en reste pas moins que tout pouvoir vient de Dieu, manifesté chez les rois de France par le sacre. Il ne s'agit pas davantage de cléricalisme, empiètement du spirituel sur le temporel, ou abus de pouvoir des clercs. Pour les ministres de Dieu comme pour les laïcs, le pouvoir est un service.

LA LAÏCITE REVOLUTIONNAIRE

La laïcité révolutionnaire — ou le laïcisme, sa forme de combat — est à l'opposé de la conception chrétienne des rapports de l'Église et de l'État. Valeur suprême de la République, source des lois, la laïcité est inscrite en tête de la Constitution.

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, elle n'est pas la séparation de l'Église et de l'État mais la mainmise de l'État sur l'Église, et sur son bien propre, le pouvoir spirituel : l'État se fait Église. Dans une séparation — ou partition — chacun garde son bien et ses distances. Ici, il n'en est rien. Sous des dehors de déférence, de protestations de neutralité ou même de bienveillance, l'État ne cesse d'éliminer l'Église à son profit, ne voulant garder d'elle que son fantôme. *Rendez à César ce qui est à César, et tout est à César*, disait Clemenceau.

L'histoire de la Révolution et de la République est jalonnée d'actes imprégnés de cette volonté :

- soit que l'État soumette l'institution ecclésiale elle-même. (Constitution civile du clergé - 1790),
- soit qu'il veuille la faire disparaître.

N'admettant que la souveraineté populaire, refusant toute autre dépendance, la laïcité révolutionnaire est la transcription politique, collective, du subjectivisme et du péché originel.

Cette laïcité est à la fois le temple de l'arbitraire et celui de l'athéisme. Elle est autant une désobéissance qu'un vice de l'intelligence. On pourrait croire la laïcité d'aujourd'hui éloignée de son origine révolutionnaire, assagie, modérée, moderne, respectueuse de tous. En réalité, le laïcisme ne s'est jamais aussi franchement déclaré que dans les propos du Président de la République en 1995, suivant lesquels la loi morale ne saurait primer la loi civile.

La laïcité n’a jamais été aussi dévastatrice des cœurs et des intelligences. La loi sur l’avortement, c’est elle. Aucun fléau, aucune guerre, aucune tyrannie n’ont autant tué que le laïcisme dans ses œuvres. Est-ce bien ce qu’auraient voulu Jules Ferry ou Jaurès ?

Le ver était dans le fruit dès 1789. En fait, la République est déicide et homicide dès son principe, dès la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen.

L’avantage de ces édifices laïcs est que, bâtis sur le subjectivisme, changeant par définition, ils portent en eux-mêmes le germe de leur destruction. Fouché, Tallien, Barras ne valaient pas plus cher que ceux qu’ils ont remplacés. À quand Thermidor ?

Et pourtant la démocratie fondée sur les élections et la participation des citoyens à la vie politique n’a en soi rien de répréhensible. Le mal vient de la souveraineté du peuple. Un état, un régime quel qu’il soit, démocratie, monarchie, empire, tyrannie, n’ont de légitimité que s’ils restent dans leur domaine et respectent le droit divin et naturel.

TYPE DE LAÏCITÉ	RAPPORT DES POUVOIRS TEMPOREL ET SPIRITUEL	DROIT DIVIN DROIT NATUREL	SOUVERAINETÉ POPULAIRE
Laïcité chrétienne traditionnelle Saint Louis - Mgr Pie Pie XI (charité politique) Pie XII (saine laïcité)	Distinction et union des pouvoirs La politique est à César et tout est à Dieu	+	
Laïcité révolutionnaire Déclaration des droits de l’homme et du citoyen (1789), art. 3 et 6	Mainmise du pouvoir temporel sur le pouvoir spirituel La politique est à César et tout est à César		+
Laïcité libérale Lammenais - Loi de 1905 Évêques de France (1997)	Séparation des pouvoirs La politique est à César et rien qu’à César		+

Laïcités révolutionnaire et libérale sont très proches. La loi sur l’avortement est leur fille.

Pour les libéraux, la religion est une affaire privée.

La démocratie grecque du temps d’Hippocrate et de Sophocle respectait les lois inaltérables, écrites ou non écrites de la cité. Soumise à la loi naturelle, elle restait à sa place. En France, pendant près de mille trois cents ans, la monarchie de droit divin, malgré des dépassements et des excès, était soumise à une règle reconnue par tous qui était à la fois la plus élevée et la plus humaine qui soit, celle de l’Évangile.

La démocratie actuelle définit elle-même ses règles. Elle est à la fois fin et moyen. Elle ne cherche pas la vérité mais l’opinion d’un moment. Elle nie, néglige ou asservit la vérité. Livrée à elle-même, ne porte-t-elle pas dans ses flancs Satan, Moloch, Sodome et Gomorrhe ?

LA LAICITE LIBERALE

À côté de la laïcité chrétienne traditionnelle et de la laïcité révolutionnaire, existe-t-il une place pour une troisième laïcité que l'on pourrait qualifier de libérale, humaniste et moderne qui préserverait cette neutralité acceptable par toutes les parties ?

C'est elle dont rêvait Lammenais dans l'intérêt même de l'Église et de son indépendance. C'est elle que faisaient miroiter les promoteurs de la laïcité sous la IIIe République, les propos tenus en public étant très différents de ceux tenus en loge. C'est elle dont parlait Cavour : "*L'Église libre dans un État libre*." C'est elle aussi que définit l'usage ou les dictionnaires. C'est celle de la loi de 1905 et du Sillon, plus tard du MRP et des évêques de France.

Selon une déclaration commune de nos évêques (*Proposer la foi dans la société actuelle*, Le Cerf, 1997), la laïcité dans sa forme actuelle paraît acceptable et même désirable. Elle demande de notre part loyauté et compréhension. Elle a l'avantage d'être réaliste dans un monde pluraliste. Les querelles sont du passé. "*L'opposition entre une tradition catholique contre-révolutionnaire et une tradition républicaine anti-cléricale et progressiste est presque totalement résolue*."... "*Les catholiques sont passés d'une situation majoritaire à une situation minoritaire*."

Certains évêques s'enthousiasment : "*La laïcité est l'expression commune d'une exigence civique*." (Mgr Eyt, Doc. catholique, juin 1994). "*La laïcité est une manière de vivre ensemble dans le respect des lois de la République et l'apprentissage de la différence. Elle est un partenariat en vue d'édifier une société de convivialité. À l'expérience, il apparaît que la laïcité peut être une chance pour notre pays, permettant à la France de vivre en paix*." (Mgr Panafieu, Doc. catholique, janvier 1997).

Étranges lois, étrange chance, étrange paix ! Étranges déclarations plus proches, semble-t-il, de la profession de foi du vicaire savoyard et de la Déclaration des droits de l'homme que du Décalogue et du Notre Père.

Avec le respect dû aux évêques, mais aussi avec le souci de vérité, il doit être dit que ces déclarations acceptent l'inacceptable. Elles sont indignes de nos Evêques. Elles sont, en politique, l'abandon et le refus de la Révélation, la reconnaissance implicite de la Révolution et un écartèlement entre les deux.

ABANDON OU REFUS DE LA REVELATION

Dieu n'a plus accès à la politique. Le spirituel déserte le temporel. Il n'y a plus de loi supérieure immuable. Tout un pan de la Révélation s'effondre. Que deviennent l'Ancien et le Nouveau Testament ? : "*Dieu et son peuple*", "*Allez, de toutes les nations faites des disciples, baptisez-les...*" ? Le Décalogue, à la fois loi divine et loi naturelle, cesse d'être une référence pour la cité. Des textes sacrés, il n'est retenu que "*Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu*", mais interprété ici comme une séparation des pouvoirs.

Que deviennent la tradition, l'enseignement des papes, l'encyclique *Vehementer* (1906) de Pie X en réaction contre la loi de séparation de 1905, la Royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ (*Quas Primas*, 1924), la charité politique de Pie XI, la saine laïcité de Pie XII et, en ce qui concerne le respect de la vie, *Humanoe Vitae* de Paul VI et *Evangelium Vitae* de Jean-Paul II ?

RECONNAISSANCE DE LA REVOLUTION

Ce qui est enlevé au pouvoir spirituel est donné au pouvoir temporel. Cet abandon et ce transfert font penser au reniement des grands prêtres devant Pilate : "*Nous n'avons d'autre roi que César.*" (Jean 19,6)

On le sait depuis le péché originel. Si l'homme ne se tourne pas vers Dieu, il se tourne vers lui-même et vers les idoles qu'il se fabrique. S'il se refuse à la grâce, il est pris par la pesanteur. En délaissant la politique, l'Église livre l'État à son démon subjectiviste : la souveraineté du peuple, c'est-à-dire l'arbitraire de quelques groupes. Elle nourrit elle-même ses adversaires.

Inversement, l'Église se lie les mains en renonçant à intervenir dans les affaires de l'État pouvant la concerner. Par sa faute, elle devient légaliste. Elle condamne l'avortement, mais est-elle à l'aise pour condamner la loi qui le permet ? Peut-elle encourager la désobéissance civile contre une loi inique et mettre l'État en garde contre tout débordement ? Aussitôt, on lui reprocherait de manquer à la laïcité.

L'État qui n'est pas théologien, reconnaît toutes les religions comme équivalentes, sans en reconnaître une en particulier. Est-ce une raison pour l'Église de l'admettre et même de s'en féliciter, y voyant une source renouvelée de respect et de dialogue ? Le danger pour l'Église est d'oublier que l'on ne peut respecter et aimer croyants et incroyants qu'en vérité. Il y a bien des religions, mais une seule, pensons-nous, les accomplit, sinon pourquoi la Trinité, l'Incarnation, la mort et la Résurrection du Christ, et l'Église elle-même ?

Certes, si la vérité ne peut s'imposer, encore faut-il la proposer. Et ceci demeure, même si nous étions minoritaires. Le sommes-nous vraiment avec 70 % de baptisés en France ? Si nous le sommes, c'est par la démission des esprits. Le monde au temps du Christ était au moins aussi pluraliste que le nôtre, et l'Église primitive ne représentait qu'une infime minorité.

De son plein gré, sans nécessité véritable, ni obéissance à sa nature profonde, l'Église de France démissionne de la vie politique. En s'effaçant devant la souveraineté populaire, le légalisme, le pluralisme et le fait minoritaire. Elle accomplit ainsi d'elle-même ce que ses adversaires souhaitent lui voir faire : disparaître de la vie civile et se confondre avec les autres religions.

En se plaçant volontairement sous le boisseau, l'Église pense-t-elle rester fidèle à sa mission, attirer les regards et inciter au dialogue ? Est-ce là le réalisme ?

ECARTELEMENT ENTRE REVELATION ET REVOLUTION

Dieu, dans la laïcité libérale, est celui des âmes. Il n'est pas celui des institutions. Les âmes sont à Dieu.

Les institutions à César et rien qu'à César. Il y a ainsi pour un même homme deux morales : l'une personnelle, celle du croyant, ferme sur les principes, l'autre publique, celle du citoyen, prête à donner à la loi civile le pas sur la loi morale.

Dans la première, l'avortement est refusé. Dans la deuxième, il est accepté, puisque la loi le permet. On a deux comportements possibles pour un même acte. L'un, guidé par la Révélation, l'autre par la Révolution. Voici à peine caricaturé le danger que court un croyant libéral. Il a pour lui ses convictions contre l'avortement ou tout autre débordement grave, mais il se gardera de les professer publiquement. Son attitude est faite de tolérance, de largeur d'esprit et de dialogue. Il est l'homme de l'ouverture et du partage.

Le même croyant entre en politique. Les choses ne changent guère, à ceci près : il a maintenant des responsabilités dans ce domaine et doit rendre des comptes. Il a d'un côté ses convictions — intactes — et de l'autre la nécessité où il se trouve de faire appliquer les décisions de César, même si elles sont contraires à ce qu'il croit intérieurement. Grande alors est la tentation des deux casquettes : celle du chrétien et celle du fonctionnaire. Il a sous les yeux l'exemple de l'Église qui a consenti à sa séparation d'avec l'État, et qui invite à cette laïcité. Pour peu qu'il pense à sa carrière, à ses charges familiales, qu'il aspire à sa tranquillité, comment résister à tant de sirènes ?

" *Nul ne peut servir deux maîtres* " sans que son unité soit en péril. Que votre oui soit oui. Il ne peut y avoir de distorsion entre le penser et l'agir, sans perte d'identité. L'homme ne sait plus ce qu'il est, il ne sait plus ce qu'il fait.

L'homme ne peut se dédoubler entre le bien et le mal. Il ne peut le faire que dans le bien : " *Que votre main gauche ignore ce que fait votre main droite.* " Le Christ disait à propos du mariage " *Que l'homme ne peut séparer ce que Dieu a uni.* " On pourrait le dire aussi de l'Alliance qu'il a faite avec les hommes. Mais ne pourrait-on le dire aussi de l'Église et de l'État ?

Le principe de la séparation de l'Église et de l'État est fondamentalement un artifice, tant sur le plan naturel que sur le plan surnaturel. Désarticulation du réel, il est un subjectivisme tiré de la Révolution et, si l'on veut remonter plus haut, du péché originel. Sous prétexte de liberté, il asservit. Il lui manque la vérité et le courage.

Laïcité libérale et laïcité révolutionnaire ont un même fondement et aboutissent au même résultat. La laïcité libérale est, de plus, une tromperie qui donne le change puisqu'elle est partiellement d'origine chrétienne et qu'on la donne pour modérée.

L'ÉGLISE DE FRANCE

Jamais la loi sur l'avortement ne serait passée si l'Église s'était dressée contre elle, unanime. Le signe le plus accablant de cette démission, malgré des exceptions et quelques écrits remarquables mais sans lendemain, est son silence.

Dans quelle église parle-t-on encore de l'avortement, ne fût-ce qu'à Noël ou le jour des Saints Innocents ? On parlera des textes sacrés, certes, mais aussi des guerres autour de nous, du tiers-monde, du chômage, de l'exclusion, en oubliant que la pire des exclusions est l'élimination des plus faibles et des plus petits. Jamais n'ont sonné pour eux de tocsin, au rythme rapide, pour donner l'alerte, ni même un glas au rythme lent, pour pleurer leur perte.

11 novembre 1978. Notre-Dame de Paris. Mgr Marty célèbre la messe. Le gouvernement en ce 60e anniversaire de l'armistice est là au grand complet avec à sa tête le Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, et le premier ministre, Raymond Barre. Nous sommes

nombreux à avoir avec nous des tracts contre l'avortement que nous réservons pour la sortie, de façon à ne pas être pris trop tôt par la police partout présente. La tension est grande au sujet de l'avortement. La loi qui remonte à près de quatre ans, est loin d'être acceptée.

Au début de l'année, deux centres où il était pratiqué, avaient été occupés à Paris et à Lille. J'ai trouvé une place dans la nef, sur le bas-côté gauche. Juste après l'Épître, des cris retentissent, montant de la tribune droite. " *Giscard, avorteur, assassin !* ". La voix est forte et masculine. Une, deux, trois fois puis les cris sont étouffés. J'admire ce courage insolite et peut-être irrespectueux dans une telle enceinte. Cette voix n'est-elle pas prophétique ? Tout le monde l'a entendue et certainement aussi l'Archevêque. Au moins, le voilà prévenu. Attendons l'homélie. La seule chose dont je me souviens à son sujet, c'est que pas un mot ne fut prononcé contre l'avortement.

Lors du silence de l'offertoire, à nouveau, venant du même endroit, des cris identiques aux précédents se sont élevés : " *Giscard, avorteur, assassin !* " suivis du même étouffement. L'émotion est à son comble. À la sortie de la cérémonie, nous nous sommes fait prendre aussitôt, embarqués dans les fourgons de police déjà bondés. Au commissariat, nous sommes tellement nombreux derrière les grilles qu'il faut rester debout et ne pas se déplacer. Il règne dans notre cellule une sorte d'exaltation. Nous récitons le chapelet sans trop savoir ce que nous disons. La plupart de ceux qui sont là, sont les mêmes que ceux qui étaient entrés dans les centres d'avortement.

LE DESORDRE EST DANS L'ÉGLISE

Le silence de l'Église peut apparaître comme une complicité passive, délibérée, mais le plus souvent, elle semble irréfléchie. Il n'en va pas de même lorsque cette complicité devient active. Elle est alors proprement scandaleuse. On campe chez l'adversaire.

Le journal *La Croix* du 1er avril 1993, un vendredi saint, célébrait Mme Veil alors ministrable, comme *prima donna inter-pares*, "haute figure morale", "grande figure morale". Pas un mot sur l'avortement.

Vingt-huit prêtres de Caen et de sa région ont signé en mars 1995 un manifeste comme quoi " *ils s'opposeraient à toute régression du droit des femmes* ". Ils n'ont pas été repris. Des médecins, des magistrats, des politiciens, députés ou ministres bien que catholiques déclarent admettre et servir l'avortement. Eux non plus ne sont pas repris et l'on se garde bien de parler d'excommunication.

Au sommet de l'Église, le Pape ne cesse d'appeler à combattre l'avortement. Dans *Evangelium Vitae*, il rappelle qu'il y a une loi au-dessus des lois. Il n'est pas suivi et parfois même contrarié sur ce sujet. Nos évêques ne nous donnent-ils pas ici l'exemple de la démission et de la désobéissance ?

Face à la chose publique, là encore, le plus souvent, les évêques se taisent. Ils se taisent et quand ils prennent la parole, c'est pour dénoncer les *commandos*, publier une déclaration de repentance qui ferait oublier leur propre responsabilité, ou, beaucoup plus grave, inviter au respect de la laïcité et au pluralisme. L'action est ici pire que l'omission.

Par des déclarations faites au nom de la Conférence épiscopale, ou a titre isolé, nos évêques ont souvent, et, de façon véhémence, condamné les *commandos* anti-avortement en les accusant de violence, d'intolérance, d'illégalité et d'inconséquence. Sont ainsi désignés ceux qui rentrent dans les centres d'avortement, dont notre propre groupe.

Le terme de *commando* ne paraît-il pas trop fort, hors de proportion avec l'irruption d'un petit groupe pacifique ?

On sait ce qu'est notre violence ; le législateur y croit si peu qu'il a créé un délit d'entrave à IVG, faute de pouvoir nous poursuivre pour coups et blessures volontaires, ou dommages matériels que nous pourrions occasionner. On nous a reproché "*la violence spirituelle du chapelet*". Mais ne faut-il pas s'en réjouir, plutôt que de la déplorer ? Impiété de certains de nos pasteurs !

Sommes-nous vraiment illégaux ? Les lois se contredisent. Celle qui réprime la non-assistance à personne en danger est plus sévère que celle qui interdit d'entrer dans les centres d'avortement. C'est au nom de la première que nous avons été relaxés le 4 juillet 1995. Quant à l'inconséquence, il semble que ce soit le contraire : n'est-ce pas grâce aux *commandos* que le débat sur l'avortement a rejailli ? Certes on peut contester la méthode, mais pourquoi vouloir nous discréditer ?

On ne veut pas nous entendre et pourtant ceux qui nous condamnent se disent partisans du dialogue et ennemis de l'exclusion. En ceci, d'une certaine façon, nous partageons avec les petites victimes l'ostracisme dont on les frappe. En partant en guerre contre les *commandos*, les évêques ne pensent-ils pas faire le jeu de l'adversaire ? Ils utilisent en tout cas ses propres termes. Ils nous prêtent une violence et une intolérance qui masquent celles, réelles, de l'avortement. En nous déclarant illégaux, ne se font-ils pas les complices de la légalité ?

De notre côté, nous pardonnons bien volontiers, mais nous ne pouvons pardonner à la place des petites victimes. Elles seules peuvent le faire et l'ont déjà fait. Nous ne pouvons qu'avertir, supplier, ou intercéder. A travers elles, ce sont Dieu, sa création, notre société et la France qui sont offensés.

Trente-trois évêques ont, le 30 septembre 1997, fait une déclaration de repentance reprochant à leurs prédécesseurs leur attitude sous l'occupation face au problème juif. Les termes à leur égard sont parfois très durs et pas toujours justifiés :

- manque de compréhension de l'immense drame planétaire ;
- autorités spirituelles dans leur majorité empêtrées dans un légalisme et une docilité allant bien au-delà de l'obéissance traditionnelle au pouvoir établi ;
- silence à des violations flagrantes des droits de l'homme et laissant le champ libre à un engrenage mortifère ;
- l'Église de France a alors failli à sa mission d'éducatrice des consciences.

Paroles prophétiques prononcées par ceux-là mêmes qui aujourd'hui se taisent devant le pouvoir et l'opinion sur un massacre sans précédent qui se déroule à leurs portes, sans avoir l'excuse, comme leurs prédécesseurs, de l'occupation ennemie et de l'ignorance où l'on était du sort final des victimes.

Les signataires de la déclaration de repentance et le corps épiscopal tout entier, ne craignent-ils pas que, sans attendre 50 ans, ce qui serait trop cruel et dévastateur, leurs successeurs fassent à leur sujet une déclaration de repentance sur l'avortement ?

LA POLITIQUE

La gauche c'est Hérode, la droite c'est Pilate. Peu après la venue au monde du Christ, Hérode faisait massacrer les enfants en bas âge de Bethléem, là où il avait appris que devait naître le Messie. Pilate a condamné à mort le Christ lui-même et relâché un coupable à sa place. Tous deux étaient superstitieux et craignaient pour leur pouvoir. Hérode était sans scrupule. Pilate aurait bien voulu éviter de prononcer une condamnation mais il a préféré céder à la pression de la foule des Juifs, ameutée par les grands prêtres.

Ainsi il est politique de tuer ou de laisser tuer les innocents. Il est encore politique de le faire non plus de façon occasionnelle mais régulière et à grande échelle en couvrant le massacre de la loi et de l'humanisme.

La loi Veil, entrée en application le 17 janvier 1975, avait été votée le 28 novembre précédent à l'Assemblée par 284 voix contre 189 (sur 473 votes exprimés et 6 abstentions). À gauche, 179 députés sur 180 avaient voté. Seule manquait la voix d'un député corse, le socialiste Zuccarelli.

À droite, 105 députés sur 310 votèrent la loi, dont 26 centristes sur 52, 55 gaullistes (UDR) sur 174, 17 républicains indépendants sur 65 et 7 non-inscrits. La gauche — communiste et socialiste — avait fait bloc mais, étant minoritaire, n'aurait rien pu faire sans la droite parlementaire. D'où vient qu'une majorité d'idées ait pu passer par dessus les partis ? Le Dr Pierre Simon, grand maître de la Grande Loge de France, en a donné l'explication dans une interview à TF1, le mercredi 7 décembre 1992, dans l'émission *Droit de Savoir* : "*C'est par le canal particulier de la fraternelle parlementaire, d'une part, mais d'autre part aussi par d'autres amis qui aiment bien écouter la pensée maçonnique et réfléchir avec nous, c'est par dessus les partis que l'on a pu faire passer la législation sur l'avortement.*" En d'autres termes, une droite aux idées contaminées, avec les francs-maçons comme maîtres d'œuvre.

Ainsi, 284 députés ont trempé leurs mains dans le sang des innocents, sans compter tous ceux qui, par la suite, se rallieront. L'avortement a été un tremplin pour beaucoup, à commencer par le président Giscard d'Estaing lui-même, qui lui doit son élection en 1974, après qu'il eut fait le tour des loges maçonniques, comme me l'a dit lui-même l'ancien garde des Sceaux Jean Foyer. Ce même avortement lui coûta probablement de ne pas être réélu en 1981.

En France, la situation est celle-ci : gauche + droite (dans sa très grande majorité) = au moins mille victimes par jour toutes innocentes, avec en prime Sodome et Gomorrhe et en toile de fond une Église quasi muette, empêtrée dans la laïcité à laquelle elle a elle-même souscrit.

Ce qui sépare la droite de la gauche tient à l'ordre des choses : la droite, quand elle est véritable, reconnaît cet ordre, alors que la gauche s'y refuse : elle ne reconnaît qu'elle-même. À la réalité, elle substitue l'idéologie. Son acte de baptême est la déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans son article 3 "*Tout principe de souveraineté réside essentiellement dans la nation*" et dans l'article 6 si souvent cité : "*La loi est l'expression de la volonté générale.*" Héritière de la Révolution et des Lumières, la gauche s'en est faite la gardienne. Elle

est, comme la laïcité qu'elle secrète, l'expression politique du subjectivisme, aussi ancien que l'homme tourné vers lui-même. Elle est, dans la cité, le mensonge de Satan qui dit : " *Vous serez comme des dieux.* " Elle décide du bien et du mal. Elle n'a pas à se soumettre à la vérité : il n'y a pas de vérité, et s'il y en a une, c'est la gauche elle-même qui la détient.

Ève a cru le serpent, mais ses yeux se sont ouverts : " *le serpent m'a trompée, et j'ai mangé* (Gn 3-13) " [de ce fruit de l'arbre de la connaissance]. La gauche croit le serpent, mais tient les yeux fermés. Elle persiste dans le mensonge. *Non serviam.* Je ne servirai pas. Là est son péché. *Errare humanum est, perseverare diabolicum.* Tout homme, toute femme peut se tromper, mais persévérer dans l'erreur est diabolique. C'est cette persévérance qui caractérise la gauche. Ève, elle, avait reconnu sa faute.

Il y avait aussi dans le Paradis un arbre de vie (Gn 3, 27). La gauche se serait-elle aussi approprié son fruit ? La gauche n'aime ni la vérité ni la vie. Elle n'a ni foi en Dieu ni raison droite. Elle n'aime qu'elle-même, et en s'enfermant ainsi, elle perd l'esprit. Son idéologie est celle du moment. Elle est aussi changeante que tyrannique. La transgression est de ne pas dire, pas agir, de ne pas penser comme elle. Son égalité est un nivellement sauf pour quelques-uns, le petit nombre éclairé de la nomenklatura qui veille sur l'idéologie. Elle parle de chances égales pour tous. (Son rêve serait-il un monde de clones à la dévotion de quelques lucifériens ?) Ces chances seraient-elles égales pour ses ennemis, les laissés-pour-compte et pour ses petites victimes ?

Sa fraternité est un refus de paternité et une suite inégalée de massacres : révolutionnaire, marxiste, libéral et maçonnique. Laïque, elle n'admet pas de loi supérieure à la sienne. N'aimant pas la Vérité, elle ne s'intéresse ni au Bien, qui en est la possession, ni au Beau qui en est la contemplation.

Elle n'aime pas la famille, ni la femme au foyer. Ses préférences vont à l'union libre ou contre-nature. Son rêve serait de prendre les jeunes esprits dès le berceau pour les façonner. On trouve en elle les sept péchés capitaux : envie, luxure, orgueil,... — avec cette différence que, grâce à la magie du verbe, ils ne s'appellent plus péchés mais vertus et épanouissement : tolérance, humanisme, droits de l'homme, libération, dignité, maternité heureuse (à faire frémir quand on sait que le Planning Familial est derrière).

Elle parle d'elle-même comme force de progrès mais c'est par antiphrase. Force d'anéantissement serait plus juste : le nihilisme, la culture de mort, c'est elle. À des degrés divers, la gauche est l'inversion, c'est peut-être là sa meilleure définition. Tout ceci paraîtra excessif, effarant. Mais c'est une réalité que chacun, jour après jour, peut observer. Je n'ai rien inventé. À quoi bon ?

La gauche opère sur beaucoup d'esprits une espèce de séduction. Serait-ce l'attrait du vide ? Un délire collectif ? Une possession comme celle qui, dans l'Évangile, précipitait un troupeau de porcs dans le lac de Génésareth ? Est-ce une générosité mal comprise ? Une cécité volontaire ou involontaire sur les événements ? Une méconnaissance de la véritable nature de cette fascination ? La mode ? L'habitude ? L'inertie ? L'opportunisme ? Un manque d'esprit critique ou de simple bon sens ? Un manque de foi ? Le subjectivisme lui-même, chez nous partout présent ?

Il semble que pour la plupart, au moins chez ceux de bonne volonté, ce soit par ignorance. De nombreux chrétiens, clercs et laïcs, apportent leur suffrage à la gauche : ont-ils bien mesuré qu'ils

cautionnent la perte de beaucoup et la leur, et qu'il menacent gravement leur propre identité en servant deux maîtres à la fois ?

La droite, quand elle est véritable, reconnaît l'ordre des choses. Elle le recherche, se soumet à une loi supérieure ou, de façon plus humble, à la réalité quotidienne, en vue du bien commun, comme dans l'empirisme organisateur de Charles Maurras. Elle est le contraire de l'idéologie.

Tout homme, toute société sont pris entre la pesanteur et la grâce. La gauche a choisi la pesanteur, la droite devrait se trouver dans le camp de la grâce, seule source du progrès et du salut. Ce qui compte en politique, ce n'est pas tant la loi civile que la loi morale, celle-ci inspirant celle-là. Ce qui compte en politique, c'est le droit divin et naturel, exprimé dans le Décalogue et de façon plus parfaite dans les Béatitudes. Ce qui compte, ce n'est pas la Déclaration des droits de l'homme, mais la Déclaration des droits de Dieu et de l'homme. Le peuple n'est souverain qu'après Dieu. " *La Déclaration des droits de l'homme sans Dieu* " (J. Madiran) est une tour de Babel purement humaine, qui n'a pas d'autre avenir que celui de sa destruction.

Lors du vote de la loi Veil, la droite n'était plus la droite. Largement infiltrée, elle était déjà acquise aux idées maçonniques. Et sans elle, la loi ne serait jamais passée. La gauche est subjectiviste par nature, la droite l'est devenue par trahison.

LE TERRORISME / LES COMMANDOS ET LA DETRESSE DES BOURREAUX

Je ne parlerai pas ici du terrorisme dont nous sommes victimes à des degrés divers du fait de la police, des tribunaux, des gauchistes, des médias et jusque dans nos propres milieux, mais de celui qu'on nous impute. Nous serions des terroristes. On nous l'a dit clairement.

Mars 1990. Nous étions une trentaine au centre hospitalier d'Orléans, postés devant la porte du bloc opératoire du service de gynécologie-obstétrique. Le directeur du personnel était accouru précipitamment. Avec un demi-sourire, il fit cette remarque — Au fond, vous êtes des terroristes. Mon voisin sortit son chapelet et répondit : — Voici nos armes. Puis il ajouta : — Qui sont ceux qui tuent ?

Peu avant Noël 1993, l'année de la loi Neiertz, nous avions occupé à Bourg-la-Reine le sas du bloc opératoire de la clinique Ambroise Paré. Un procès à Nanterre s'ensuivit. La Présidente du tribunal nous interrogeait un par un. Arrivée à mon tour, elle demanda ce que nous faisions dans ce sas et quelle aurait été notre attitude si, le cas échéant, une femme s'était présentée pour une IVG. Je répondis que nous étions là pour prier et que n'ayant pas dépassé la porte du bloc opératoire, nous avions respecté les règles d'asepsie. J'ajoutai pour finir que si la femme dont il était question s'était présentée, nous l'aurions entourée, suppliée, embrassée et que si nous avions eu avec nous des petits chaussons, nous les lui aurions donnés.

Deux avocats — deux femmes — représentaient les parties civiles. Madame Dhabernas, la première s'est aussitôt dressée et écriée : — Ces chaussons, Madame la Présidente, sont d'une extrême violence ! et la seconde peu après ajouta : — Vous faites du terrorisme avec ces chaussons. La salle riait. La chose était inattendue et avait un côté surréaliste. Ces chaussons, même potentiels, étaient-ils donc si redoutables ? Ils l'étaient pour l'œuvre de mort. Les chaussons sont le signe de la vie que la femme porte en elle, et celui de sa nature profonde, sa maternité et sa tendresse.

On nous a souvent assimilés aux commandos et à la terreur armée qu'ils représentent. Mais c'est par inversion, car, encore une fois, la mort n'est pas de notre fait. Les accusations portées à faux contre nous montrent, non pas notre faiblesse — évidente — mais celle de nos adversaires, et en réalité notre force.

Le terme de commando lui-même peut être pris aussi comme un hommage rendu à la hardiesse d'un coup de main, à sa préparation et à l'effet de surprise qu'il provoque. La prière, le chapelet sur les lieux de l'avortement sont des armes spirituelles puissantes car le combat est spirituel.

Dans les heures qui précèdent nos opérations, et jusqu'au dernier moment, nous sommes dans l'inquiétude et l'émotion. Serons-nous assez nombreux, le rendez-vous sera-t-il respecté, l'affaire ne s'est-elle pas ébruitée, trouverons-nous les portes ouvertes, passerons-nous avec notre équipement parfois très encombrant quand des équipes de télévision nous accompagnent ?

Une fois sur place, l'émotion change de camp. Ce sont alors de ce côté des pas précipités, des portes qui claquent, des appels téléphoniques, des cris parfois. Nous dérangeons et si nous trouvons de l'indifférence, celle-ci nous a toujours paru simulée. Alors que nous déployons nos banderoles et commençons à prier, nous sommes soulagés, heureux d'être arrivés. En face de nous, c'est tout le contraire. Au-delà de la surprise, de l'hostilité ou de l'indifférence, c'était comme si le terrorisme — véritable celui-là — se retournait contre ses auteurs.

Et ce n'a pas été pour nous le moindre des étonnements. Nous ne nous doutions pas avant de commencer nos opérations que ceux-là mêmes qui faisaient les avortements, mis en face de leurs actes, perdraient pied. De cette détresse des bourreaux, nous avons eu parfois la preuve bouleversante : tel directeur d'un grand centre hospitalier en région parisienne venu sur les lieux, tremblant, mal à l'aise, s'épongeant le front ; telle femme d'une quarantaine d'années assurant les avortements dans un hôpital de province, avouant qu'il s'agissait bien de meurtres, et par là même se rendant la vie impossible ; colère irrépressible de cette femme encore revêtue de sa casaque venant de faire un avortement chez une jeune fille de seize ans ; tel gynécologue que nous désignait la directrice et qui quittait le centre en rasant les murs, pâle comme la mort.

Nous n'avons pas pris au début la mesure de cette détresse, puis nous avons été comme saisis par elle. Nous rassurions alors nos interlocuteurs en leur disant comme nous l'avons dit souvent, que nous ne condamnions personne — beaucoup étaient pour moi des confrères — mais que nous condamnions l'avortement.

À l'émission de Dechavanne *Comme un lundi*, j'ai pu glisser l'expression "*détresse des bourreaux*". Il y a eu un moment de stupeur, même chez les plus aguerris. Lors d'une autre émission télévisée en Martinique, un médecin qui faisait des avortements m'a demandé : *regardez-moi dans les yeux et dites-moi si je suis un criminel*.

Pourquoi cette détresse, ces aveux, des interrogations parfois muettes ? Nous ne sommes pourtant pas bien dangereux avec nos chapelets et nos chants. Nous n'entravons pas la circulation. Nous n'abîmons rien. Qu'ont-ils à craindre, ceux qui font les avortements ? La loi les y autorise et les protège. Ils nous connaissent. En vérité, ce n'est pas nous qu'ils craignent, c'est leur conscience.

LES MEDIAS

Ce n'est un secret pour personne : la plupart de ceux qui, au gouvernement ou à titre privé, ont en main les grands moyens de communication, presse, radio, télévision, se sont mis au service de l'avortement et de ce qu'il représente. Envers nous et envers ceux qui peuvent constituer une menace réelle ou supposée pour leur entreprise, ils utilisent deux méthodes éprouvées : le silence pour étouffer et le discrédit pour écarter.

Au début, malgré nos efforts pour dénoncer publiquement l'avortement, on ne nous prêtait guère attention. Quelques coupures de journaux, rien à la télévision. Nous voulions rompre le silence, et le silence retombait sur nous. Pouvait-on cependant nous ignorer indéfiniment ? À nos opérations qui revenaient chaque mois, s'ajoutèrent à partir d'octobre 1988 celles et non des moindres de la " Trêve de Dieu ". Nous troublions ouvertement le jeu. Pouvait-on continuer d'affirmer que la loi était généralement acceptée ?

Et puis, nous dégagions d'une certaine façon un parfum médiatique lié à un effet de nouveauté — au moins dans les premiers temps —, à celui du secret et de la surprise, à une sorte de sacrilège en intervenant dans les lieux mêmes où la loi était appliquée, à notre caractère pacifique qui nous rendait insaisissables, à nos prières qui touchaient, intriguaient ou repoussaient. Bref, nous ne laissions pas indifférents d'autant qu'aux États-Unis soufflait aussi le vent de la contestation.

Notre première télévision fut américaine, *ABC News*. C'était à la clinique des Maussins, dans le 19^e arrondissement, près de la Porte des Lilas. Nous étions une quarantaine dans le hall. Nous avions prévenu *Le Monde* et *Libération*, sans succès. Nous savions par des prospectus que la clinique utilisait le RU 486 (en mars 1989, il s'agissait d'un produit nouveau) de façon illégale car s'il était permis d'utiliser cette drogue, il était interdit d'en faire la propagande.

Trois gynécologues étaient responsables des avortements, l'un surtout, costaud et colérique. Lorsqu'il a vu la caméra, il s'est précipité sur elle en criant que nous n'avions pas le droit de filmer dans un lieu privé (si l'établissement était privé, le lieu où nous étions était public). Mais celui qui portait la caméra — un costaud lui aussi — restait imperturbable "*On ne touche pas à ma caméra*". Ses amis avaient dû le calmer. Nous ne savons pas de quelle façon ces documents ont été diffusés aux États-Unis. Mais quelque chose s'était déclenché. C'était comme le 22 à Asnières : pour se faire entendre en France, il avait fallu passer par New-York.

Si vous luttez contre l'avortement et que l'on vous invite à participer à une émission télévisée, il est rare, au moins en France, que cette invitation ne cache un piège. En février 1991, nous étions les invités de la 5. Sur le plateau, cinq femmes partisans de l'avortement dont Mme Simone If, une dirigeante du Planning Familial et le Dr Aubeny, chef de service d'orthogénie de Broussais. Contre, il y avait Claire Fontana, le Pr Jérôme Lejeune et moi-même. La salle n'était pas très grande. On s'était arrangé — là était le piège — pour la remplir de partisans de l'avortement et leur donner la parole. Parmi eux, une jeune femme américaine parlant bien français et portant un bel enfant sur les genoux, s'était montrée l'une des plus acharnées. Je pensai en moi-même que ce petit, avec une telle maman, était un rescapé.

Tout ne fut pas à leur avantage. Claire Fontana fit rire à propos d'une table de bloc opératoire qui aurait été endommagée par les sauveteurs qui s'y étaient enchaînés. "*Vous détériorez le matériel*" lui avait-on dit. "*Pas du tout, c'est vous, ce sont ceux qui ont détaché les sauveteurs*" et c'était vrai.

Elle avait ému lorsque de la salle était partie cette question très souvent posée : " *Si votre fille avait été violée et qu'elle soit enceinte, que feriez-vous ?* " Elle répliqua : " *Je conseillerai à ma fille de garder l'enfant, et je l'élèverai comme un petit-fils* ".

Un moment, il avait été question du Christ. Des rires avaient fusé dans la salle. Le Pr Lejeune avait aussitôt durci son visage. " *C'est inadmissible. Je n'accepterai jamais que ce qu'il y a de plus sacré au monde soit l'objet de risée. C'est un traquenard.* " Il en appela au responsable de l'émission et voulait partir. Je l'admirai. Lorsque je pris la parole, je comparai les petits avortés à des petits Christs mais on voulut me poser des questions sur la contraception et sur ma vie privée. Là encore le Pr Lejeune intervint : " *J'interdis que l'on touche à l'honneur d'un confrère* ". L'émission prise en différé avait été ensuite diffusée de façon assez fidèle.

Le piège avait été grossier mais il en est de plus feutrés. *La Marche du Siècle* fut, un mercredi, consacrée à l'avortement. Parmi les invités, il n'y avait que des partisans de l'avortement et, précaution supplémentaire, parmi eux des catholiques qui s'affichaient comme tels. Nous n'avions pas été invités, sinon comme pièces rapportées : on avait projeté un reportage sur nous à Ordener où on assistait à notre évacuation du centre d'avortement par la police. La Trêve de Dieu avait eu droit aussi à un reportage — le tout très bref et en fin d'émission. L'impression donnée était celle d'un consensus général émaillé de quelques contestataires marginaux, soigneusement isolés et faisant dans l'étrange. On se trouvait entre gens convenables, raisonnables, dont notre présence — rapportée — rehaussait l'humanisme.

4. MANIFESTATIONS ET SAUVETAGES

L'HÔPITAL TENON

Vendredi 10 janvier 1987. Ce fut notre première opération. En fait, elle avait été précédée trois semaines auparavant d'une tentative. Nous nous étions retrouvés au métro Gambetta, proche de l'hôpital Tenon dans le 20^e arrondissement. Nous étions une vingtaine. Ce chiffre, qui paraîtra plus tard honorable, nous avait semblé alors insuffisant. Nous avions renoncé.

La fois suivante, les lieux avaient été reconnus à l'avance par Françoise Robin, en jeans et ébouriffée, pour ne pas attirer l'attention.

On pouvait accéder à la maternité de deux façons, soit directement par la rue Belgrand, soit en passant par l'entrée principale rue de la Chine, qui donne sur une allée interne à l'hôpital longeant les bâtiments. Nous avons emprunté les deux voies en nous dispersant par petits groupes. Nous étions une quarantaine dont beaucoup de jeunes gens. Nous tenions nos banderoles cachées. Deux photographes, l'un de l'agence Gamma, l'autre de l'AFP, nous accompagnaient.

Malgré nos appréhensions, nous sommes entrés sans difficulté. Il était neuf heures du matin. Dehors, on avait attaché nos banderoles aux grilles donnant sur la rue Belgrand. C'était jour de marché. Les passants pouvaient voir qu'il y avait quelque chose d'insolite.

Dans le hall, certains avaient collé des fleurs de lys sur les murs, mais comme nous leur avons rappelé que notre entreprise n'était pas d'abord politique, ils les ont enlevées sans mauvaise grâce. Je n'ai jamais oublié cette présence royaliste à nos côtés dès le début.

À l'accueil, ce fut l'étonnement. Les réactions ont été presque toujours les mêmes par la suite, à la différence qu'on finissait par nous connaître. Il est vrai que s'il y avait parfois de la curiosité et même une approbation de quelques-uns, le plus souvent notre visite n'était pas désirée, c'est le moins qu'on puisse dire. Ici, après la surprise du premier moment, l'infirmière chef, le directeur de l'hôpital et le médecin chef adjoint du service firent bonne contenance. Ce dernier fut courtois et nous dit qu'il ne faisait pas lui-même d'avortement. Je lui ai alors cité cette phrase de José Martí, l'apôtre révolutionnaire de l'indépendance cubaine "*Si vous assistez à un crime et que vous n'intervenez pas, vous commettez ce crime*". Ils cherchèrent à nous faire partir.

La police fut là à dix heures. Nous restâmes encore plus d'une heure, nous dispersant dans les étages, ne sachant trop que faire. Nous croyions savoir que les avortements se faisaient au 2^e étage.

Finalement, nous nous sommes tous retrouvés dans le hall. Nous n'avions commis ni dégradation, ni violence. L'un de nous, Benoît R., a entonné un "*Je vous salue Marie*". C'était notre première prière publique dans un centre d'avortement, en présence du personnel de la maternité et des policiers silencieux.

Nous sommes partis de nous-mêmes, escortés par la police. Cette intervention fut désordonnée. Nous n'avions guère d'expérience, mais elle eut le résultat attendu. Le chemin du Parlement passait bien par les centres d'avortement.

Quelques jours après notre opération, il y eut une interpellation à ce sujet à l'Assemblée nationale de Guy Ducolonné, député communiste. Nous étions sur le bon chemin.

LA CLINIQUE DES BLUETS

Située en plein 11^e arrondissement, au-delà de la place de la République, pas très loin de la rue Haxo qui rappelle des souvenirs de la Commune, la clinique des Bluets appartenait pour l'heure au syndicat CGT de la métallurgie. À l'entrée, des présentoirs vous offraient des revues du syndicat. Curieusement, c'est dans ce milieu qui aurait dû nous être hostile que nous avons été le mieux reçus.

La première fois, nous étions treize. C'était en 1987, au début de nos manifestations. Une grande partie du personnel était descendue dans le hall pour nous voir, avec plus de curiosité que d'animosité. À l'époque, on ne parlait pas encore de commando anti-IVG.

Le directeur, un gynécologue obstétricien, était un petit homme à barbiche, plutôt avenant. C'est avec lui qu'ont commencé les débats sur la conscience, omniprésente dans l'avortement. Mais nous nous y étions préparés. Il en fut question dès les premiers mots échangés " - *Vous avez votre conscience, j'ai la mienne. Je vous respecte, respectez-moi.* " Ce n'était pas si mal dit.

Nous lui avons dit à notre tour que nous le respections et que nous n'aurions pas été chrétiens si nous ne le faisions pas. Quant à la conscience, elle ne pouvait être un absolu. Nous lui avons fait connaître alors la phrase de Paul VI : "*La conscience n'est pas elle-même la lumière, elle est l'œil qui perçoit la lumière*". La conscience, comme la mémoire, l'attention ou la volonté, est faite pour s'éclairer. Il en convint.

Alors que nous partions à l'invitation de la police, l'un des médecins voulut nous montrer préalablement, que lui aussi respectait la vie. Il nous parla des fécondations in-vitro qu'il pratiquait, ne se doutant pas que nous refusons aussi ces pratiques. Mais, pour ne pas le blesser, nous ne lui avons pas dit afin de ne pas risquer d'éteindre une mèche qui fume.

La deuxième fois nous étions plus nombreux, une quarantaine en tout. Le début avait été difficile. Un gros infirmier s'était emparé de notre icône et ne voulait pas la rendre. Il ne s'exécuta qu'à la demande expresse de ses collègues. De nouveau, le hall était plein et la discussion était devenue générale. Il y avait avec nous des jeunes filles de la meilleure société et c'était aussi, on peut l'affirmer, l'avis de nos interlocuteurs. L'intérêt était réciproque. Quand la police est arrivée, ce fut comme un désenchantement de part et d'autre. Même le cuisinier avait quitté ses fourneaux pour ne pas manquer ça. Que restait-il ce jour-là de la lutte des classes ?

LA CLINIQUE ISIS

Samedi 7 novembre 1992. Comme nous en avons pris l'habitude, nous nous retrouvons à la chapelle de la Médaille miraculeuse, au 140 de la rue du Bac. La messe est à huit heures et, à huit heures et demi, nous attendons sur le trottoir face à l'entrée du couvent. Nous sommes une vingtaine. Un papier circule où les nouveaux inscrivent leurs noms et adresses. Parmi eux, un homme d'une quarantaine d'années au front dégagé, assez grand et réservé.

Après un mot de bienvenue et de spiritualité, puis quelques recommandations pratiques, nous prenons le métro à Sèvres Babylone. Personne, à part moi qui dirige le groupe, ne connaît notre destination. Changement à Jussieu. Nous descendons aux Gobelins et prenons le boulevard Arago. Ce n'est pas la première fois que nous allons à cette clinique et certains ayant déjà fait le parcours, en devinent le but.

Voilà la clinique ! Quelques marches. Nous entrons dans le hall orné de plantes vertes. Surprise à l'accueil où l'on est reçu sans plaisir. Nous nous installons dans le couloir assez court qui conduit au bloc opératoire. Nous plaçons notre icône de la Sainte-Vierge et l'enfant sur un radiateur et nous prions.

Je n'avais d'abord pas remarqué le manège de notre nouvelle recrue. Après être resté un moment à l'accueil, elle ou plutôt il (il s'agit de cet homme de quarante ans) se retourne vers nous et dit : — *Je suis du Planning* [Planning Familial, ndle]. *Je viens de leur téléphoner. Ils vont arriver dans une demi-heure, trois quarts d'heure.* " Stupéfaits, nous répondons qu'il a de la chance que nous soyons pacifiques. Tout pâle, il souffle : — *Je sais.*

Que faire ? D'autant qu'il ajoute que parmi ceux qui vont arriver, il y aura des éléments incontrôlés (ce furent ses propres termes). L'homme n'est pas vraiment antipathique. Il nous a caché son jeu, mais l'a ensuite dévoilé en nous permettant de nous mettre sur nos gardes. Il semble maintenant lui-même inquiet.

Dehors, plusieurs personnes parmi lesquelles une charmante et frêle jeune fille, distribuent des tracts, accrochent des banderoles et tiennent des pancartes. La consigne est de se regrouper devant le bloc opératoire, dans le couloir où l'on peut mieux se protéger.

Ironie ! C'est nous qui appelons Police Secours d'une cabine extérieure. C'est la première fois que cela nous arrive, mais la police est trop occupée et ne sera pas là avant une heure.

Rester ? Ce qui était à craindre depuis le début, mais ne s'était jamais produit, devenait imminent : une confrontation avec nos adversaires. Partir ? J'avoue que nous n'y avons guère songé, d'un commun accord.

À l'intérieur, on peut le comprendre, les rapports entre visités et visiteurs étaient tendus. On ne nous adressait pas la parole, et on maugréait. Nous avons laissé un passage afin de n'être pas la cause d'un manque de soins car cette clinique, comme toutes celles de France, ne pratique pas que des avortements. Quant aux femmes voulant avorter, elles n'osaient pas se présenter. Nous n'avions jamais vu ça : elles partaient, prenaient un chemin détourné ou attendaient notre départ.

Le temps passe. Tout à coup les voilà ! Les portes claquent. On entend des cris. "*Où sont-ils, où sont-ils ?*" La plupart portent des blousons et des baskets.

Ils se précipitent sur nous. Quelques heurts. Nous nous replions dans le couloir en tournant le dos pour nous protéger. L'icône restée sur le radiateur est aussitôt prise, passée de main en main, souillée de crachats et disparaît. Nous sommes consternés.

Je pense à ceux qui sont restés dehors, car tout le monde n'est pas entré malgré la consigne. Nous tremblons pour eux. On nous pousse mais il n'y a plus de coups. On leur crie ce que nous

avons dit souvent : — *Nous vous respectons mais nous ne respectons pas l'avortement.* Ils répondent : — *Nous, on ne vous respecte pas.*

Avec eux, sont arrivés une nuée de journalistes. J'en repère un, italien. Leur présence procure un peu de détente. Le hall est plein lui aussi. On entend les hurlements des haut-parleurs. Il y a là des anarchistes, la LCR et Act-Up où évolue Joelle Kauffman.

Étrange paradoxe, le directeur et les membres du personnel de la clinique ne sont plus les mêmes. Ils nous prient de les excuser quand ils passent parmi nous et même nous sourient. Sans doute se sentent-ils plus proches de nous que de ceux qui sont censés les défendre ?

On s'habitue presque à tant de bruit et d'agitation quand est arrivée la police. L'ordre dans le désordre. Nous sommes transportés dans un autre monde. Le commissaire se présente. Il nous demande si nous sommes en mesure de donner notre identité sur place. Naturellement nous acceptons et notre départ est organisé. Nous étions dans la clinique depuis près de deux heures. Nous sortons un par un. Dans la rue, le long du trottoir, une rangée de policiers, épaule contre épaule, fait face aux contre-manifestants. Un policier escorte chacun de nous en ayant soin de nous laisser du côté du mur, alors que lui-même se trouve exposé côté rue.

On ne traîne pas. Au bout du trottoir, des fourgons nous attendent, portes grand'ouvertes. L'agitation dans la rue est à son comble. Nous montons, les portes se ferment aussitôt. L'évacuation s'est faite de main de maître. Nous partons à toute vitesse. Je ne reconnais pas le trajet. Arrivé place Denfert-Rochereau, je mettrai plusieurs minutes à m'orienter.

Nous saurons par la suite qu'il y avait près de deux cents contre-manifestants. Ils se trouvaient prêts ce jour-là à intervenir, réunis quelque part, connaissant notre rendez-vous à la chapelle de la Médaille miraculeuse mais non la clinique où nous allions. Et pour le savoir, l'un des leurs nous avait infiltrés.

Nous fûmes rassurés sur ceux qui étaient restés à l'extérieur — dont cette frêle jeune fille. Ils furent insultés mais non frappés. Notre icône, elle, avait été jetée au milieu de la rue avec nos banderoles, nos tracts et nos pancartes — et brûlée. Le feu l'avait purifiée. De petite, notre manifestation était devenue grande.

LA CLINIQUE ORDENER

La clinique Ordener, au 32 de la rue du même nom, est située dans le 18^e arrondissement à deux stations du métro Barbès. Sa réputation en matière d'avortement était sinistre. Patientes et médecins nous en parlaient avec crainte, aussi bien ceux, rares — on le comprend — qui y travaillaient, que ceux qui avaient cessé de le pratiquer : ils confessaient un grand nombre d'avortements (40 par mois), une volonté d'en faire parfois même au mépris des délais légaux (aucune enquête préalable, aucun contrôle à notre connaissance).

Nous y sommes allés dix-sept fois, cinq fois à l'intérieur, douze fois à l'extérieur. Record qui avait conduit la clinique au bord de la faillite comme nous l'avons appris par la presse et qui allait précipiter sa fermeture [voir cahier photo]. Bien des images ont été prises à Ordener pas toujours flatteuses pour nous que l'on voyait traînés, soulevés, évacués par les forces de l'ordre. Les

caméras qui insistaient sur nos chapelets, se faisaient discrètes sur l'agressivité de nos adversaires.

C'est à Ordener qu'un commissaire de police nous a déclaré que si nous étions violents, les choses seraient plus simples. C'est là aussi que nous avons vu des policiers dans leur car, prier avec nous sans trop s'afficher. C'est là encore qu'est arrivée une histoire charmante. Nous avions avec nous une jeune fille très dévouée. C'est elle qui prenait le plus souvent le haut-parleur et nous entraînait à chanter les "*Je vous salue Marie*" du Rosaire. Je m'étais approché du cordon de policiers qui nous séparait des contre-manifestants, pour voir ceux-ci de plus près.

Un policier s'est détaché et m'a demandé : "*Comment s'appelle la chanteuse ?*" Je lui répondis : *Marie-Adélaïde*. Il y avait beaucoup de bruit. Je dus parler plus fort pour me faire comprendre et répéter son nom. Tout le monde l'entendit. Nos adversaires scandaient : Marie-Adélaïde, Marie-Adélaïde. Le policier me confia : — *Vous lui direz qu'elle est très jolie, vous lui direz, n'est-ce pas ?* — *Naturellement*, ai-je répondu, *dès la fin de la dizaine*". Le policier me dit encore: "*Vous lui direz que tous ici, nous la trouvons très jolie*". Puis il ajouta : "*Je m'appelle Tony*". C'était une déclaration. Tout le monde riait, même nos adversaires me semble-t-il. J'ai fait la commission comme promis. Marie-Adélaïde a souri, heureuse du compliment et de nous savoir en sûreté avec de tels chevaliers servants.

La population du quartier est très mélangée, comptant presque autant d'immigrés que de Français de souche. Ces derniers étaient les plus hostiles. Les autres, plus proches de leurs traditions, nous faisaient pour la plupart bon accueil.

Je me souviens de cette petite Sénégalaise d'une dizaine d'années, très mignonne, levant la tête vers moi et me disant : "*Monsieur, pourquoi on tue les enfants ?*" Elle avait dans ses mains des tracts montant l'horreur de l'avortement ; Je lui répondis : "*Tu sais, ma chérie, les mamans quelquefois ne savent plus ce qu'elles font*". Des larmes roulaient sur sa joue droite. Tout un petit groupe, avec elle, répandait nos tracts et nos autocollants avec l'accord de leurs parents, car on commençait à nous connaître.

À un des moments les plus tendus d'une manifestation, un noir aux cheveux blancs se mit à hurler. Il n'avait pas besoin de haut-parleur : — *Vous mourrez dans votre péché !* Un véritable prophète.

Les plus haineux à notre égard étaient nos compatriotes. Comment comprendre non seulement une telle perte du sens moral et spirituel mais aussi du bon sens élémentaire, tournant à la folie suicidaire ?

Lors des manifestations intérieures nous étions arrêtés, expulsés, mis en garde à vue mais pas autrement inquiétés.

Les manifestations extérieures devaient s'avérer beaucoup plus difficiles. Certes, déclarées, elles nous mettaient à l'abri de poursuites éventuelles et nous assuraient — au moins en théorie — une protection policière. Le danger vint des contre-manifestants et, chose curieuse, du comportement même des autorités ayant en charge cette protection.

Au début peu nombreux, peu agressifs, nos adversaires ne faisaient que passer. Puis ils s'enhardirent, s'organisèrent et déclarèrent une contre-manifestation près de la nôtre. Nous revenions chaque mois, eux aussi. Ils étaient de plus en plus nombreux : le SCALP — artisan de la

première heure —, Ras l'Front, les anarchistes de la CNT, la LCR, les féministes de la CADAC regroupant les associations et appelant à la mobilisation générale, la CGT, la CFDT, la LICRA, la Ligue des Droits de l'homme, les Verts, le MRAP, Sos-Racisme. Le quartier entraînait en ébullition. Partout ou presque, des graffiti. Des haut-parleurs au maximum de leur puissance. Non seulement dans la rue, mais aussi dans les étages où les contre-manifestants trouvaient des supporters.

Éclataient des chants révolutionnaires, des slogans qui étaient scandés ou accompagnés de danses, certains blasphématoires : "*Marie, si tu avais fait un avortement, on n'aurait pas tous ces emmerdements*". C'est à Ordener que nous avons entendu pour la première fois : "*Gloire à Satan*", "*Nous sommes les fils de Satan, les frères de Judas*".

On arrachait nos pancartes. Nous recevions des projectiles de toutes sortes. Des tomates, surtout des œufs, mais aussi des piles, des morceaux de bouteille, des colorants, de l'eau jetée des fenêtres d'appartements voisins.

Les gens paisibles du quartier venaient nous supplier de partir. Nous avions beau leur dire que l'on ne pouvait supporter indéfiniment les avortements, que nous étions pacifiques, que le désordre venait d'en face, que la police devait intervenir — rien n'y faisait. Ils voulaient que cessât cet enfer. Nous pouvions le comprendre.

La police laissait faire ou à peu près. Elle ne chargeait pas, elle ne désarmait pas les assaillants, elle ne les écartait pas vraiment, nous laissant à portée des projectiles, et montait rarement dans les étages. C'était à nous de décrocher ou d'évacuer. Le pouvoir était laissé à la rue. Existait-il, dans ces circonstances, un droit à manifester ?

Le 10 juin 1995, les choses avaient mal commencé. Dès le début, l'un de nous pris à partie par des contre-manifestants, roulait par terre avec le haut-parleur. En face, ils étaient plus de deux cents, nous étions une quarantaine, séparés par la largeur de la rue. La tension ne cessait de monter. Une demi-heure après notre arrivée, le commissaire, responsable des forces de sécurité, nous signifiait notre évacuation. Sur notre refus, il décida de nous regrouper un peu plus loin, à la sortie de la bouche de métro la plus proche de la clinique. Nous avons accepté, étant entendu que la masse des contre-manifestants resteraient sur place. Ce fut la ruée. Ils nous poursuivaient de tous côtés. Tout le monde courait, même la police. Près du métro, nous nous sommes abrités derrière nos pancartes comme nous pouvions. Nous récitions le chapelet, c'est la seule force qui nous restait.

Le sol, couvert de débris d'œufs, était devenu aussi glissant qu'une patinoire. De la bouche de métro a jailli comme une bombe un garçon jeune, aux cheveux courts qui s'est précipité sur nos affaires. Il n'a rien pu entreprendre car il a aussitôt glissé de tout son long vers le caniveau. Si vif l'instant d'avant, il était devenu complètement immobile, les yeux fermés, et faisant le mort pour donner le change. Comportement ancestral ? miracle biologique ? Il était difficile d'en être dupe. Il était notre prisonnier, pris à son propre piège, le seul jusqu'ici que nous ayons jamais eu. Nous ne lui avons fait aucun mal. Il n'y avait plus qu'à le cueillir et à le remettre à la police, venue le chercher. Ce fut notre seule victoire. Le commissaire avait mis son écharpe tricolore et, se dirigeant vers nous, nous a sommés d'évacuer. Nous ne pouvions résister. On a été plus ou moins précipités dans les escaliers du métro. Les policiers eux-mêmes n'approuvaient pas leur chef, ils nous l'ont dit.

La manifestation avait duré environ une heure. Elle avait été déclarée pour la journée. Les contre-manifestants restaient maîtres du terrain.

À l'unanimité — moins une voix, celle du Front National — le conseil d'arrondissement du 18^e avait demandé au préfet de police de Paris d'interdire ces manifestations, dangereuses pour l'ordre public. Il fut entendu. Le préfet étendit l'interdiction à Paris dans son ensemble, confortant et élargissant le succès des partisans de l'avortement.

Il était temps pour la clinique. Son chiffre d'affaires périclitait. Si les avortements se maintenaient, les accouchements se faisaient rares.

J'avais écrit à son directeur, un confrère, pour lui dire que nous ne cherchions pas la fermeture de son établissement mais l'arrêt d'actes qui le déshonoraient et qu'en tant que chef d'un établissement privé, il n'était pas obligé d'exécuter. Je n'ai pas eu de réponse.

Toutes ces manifestations nous montraient deux évidences l'avortement-guerre de religion et la collusion gouvernement-avortement. On voulait nous étouffer, en bas comme en haut lieu.

LA CLINIQUE JEANNE D'ARC

Il ne nous a pas été donné souvent d'approcher des femmes venues faire un avortement. Mais ce fut le cas à deux reprises à la clinique Jeanne d'Arc, rue Ponscarmé dans le 13^e arrondissement.

La première fois, alors que nous étions dans le hall, une jeune femme noire est entrée, munie d'un petit baluchon. Elle s'était dirigée vers le bureau d'accueil, avait posé quelques questions à la personne chargée de la renseigner puis s'était installée dans la salle d'attente voisine. Deux jeunes filles de notre groupe s'étaient approchées d'elle, pensant que, sans doute, elle venait pour subir un avortement. C'était un samedi matin particulièrement fréquenté, dans les centres privés, pour ce genre d'intervention. Elles se sont assises à côté d'elle et la voyant triste, le regard baissé, lui ont demandé : — *Peut-être venez-vous...* ? sans achever la phrase. Puis elles lui ont dit qu'elles seraient heureuses de pouvoir l'aider.

La jeune femme a répondu qu'elle ne pouvait rien décider sans son mari, Augustin. Celui-ci était étudiant et boursier. Ils avaient trois enfants, la venue d'un quatrième leur paraissait trop lourde à porter. Ils étaient ivoiriens. Elle était catholique, lui protestant. Il allait bientôt arriver. Au bout d'une demi-heure, Augustin venait rejoindre sa femme. Celle-ci lui a fait part de nos intentions. Presque aussitôt, il a donné son accord. Son gros souci était financier. Nous avons pu l'aider. La jeune femme n'était plus triste. Tout le monde bavardait. Nous n'étions pas les moins heureux de cette solution.

L'engagement fut tenu. La naissance eut lieu et la petite famille repartit en Côte d'Ivoire. Personne ne manquait à l'appel. Tout s'était passé avec une grande facilité grâce à la présence d'esprit des deux jeunes filles et du secret désir des parents. Mais ce fut un des rares sauvetages dont nous soyons certains qu'il ait abouti.

La deuxième fois, là encore un samedi matin et toujours dans le hall de la clinique, nous vîmes descendre des étages une jeune femme en robe de chambre, les cheveux en désordre. Elle venait chercher un café au distributeur Surprise de trouver là un groupe, elle nous demanda la raison de

notre présence. Nous lui avons dit que nous luttions contre l'avortement. "*L'avortement, s'écriait-elle, je viens d'en faire un ; puis: " Ah si j'avais su... "*, et des larmes coulaient de ses yeux. Nous avons essayé de parler avec elle mais de l'accueil est montée une voix sans réplique à son adresse. "*Vous n'avez rien à faire là. Montez tout de suite dans votre chambre.*"

Éplorée, elle remonta l'escalier. Nous l'avons accompagnée. Sa chambre était au premier dans un petit dortoir. Nous l'avons embrassée, lui avons donné une médaille miraculeuse. Nous voulions la consoler, lui dire que si elle demandait pardon à Dieu et à son enfant, elle serait blanche comme neige et que ceux qui lui avaient permis de faire cet avortement ne pouvaient l'en consoler. C'était même le contraire. Sa détresse avait été immédiate.

LE CHU ANTOINE BÉCLÈRE

L'hôpital Antoine Béchère à Clamart est l'un des hauts-lieux de l'avortement. Certains disent qu'on y a sablé le champagne en l'honneur du premier avortement fait le jour de l'entrée en vigueur de la loi Veil, le 17 janvier 1975. Comme j'en demandai plus tard confirmation au Professeur Papiernick, alors chef de service, celui-ci n'a ni infirmé ni démenti.

Des essais sur le RU 486 y avaient été entrepris, avant sa mise sur le marché. Une femme enceinte en avait absorbé, puis ne s'était pas représentée. Elle devait mettre au monde un enfant atteint de scymélie (fusion des membres inférieurs, donnant à l'enfant un aspect de sirène).

C'est à la suite de cas semblables et d'expérimentation chez les lapins que la prescription de RU 486 a été assortie d'un engagement signé par l'intéressée de se soumettre à un avortement par les moyens classiques par aspiration — en cas d'échec par les moyens chimiques.

Les avortements se faisaient dans le bâtiment de la maternité, puis à partir de 1993 fut construit un pavillon extérieur proche de l'ancien service — sans étage et à l'allure de blockhaus — réservé à cet usage. Nous ignorions ces changements et quand nous nous sommes présentés de nouveau à la maternité, l'alerte avait été donnée et le pavillon avait fermé ses portes. La manifestation s'est déroulée à l'extérieur. Elle n'a pas été sanctionnée.

Nous y sommes retournés trois semaines plus tard mieux informés, mais sans connaître exactement les lieux où se faisaient les avortements. Nous étions alors accompagnés par une petite équipe de la télévision finnoise. Une femme, parlant et comprenant parfaitement le français, et un opérateur qui ne parlait que sa langue. Il s'agissait d'une chaîne publique. Sa correspondante française nous avait mis en relation. La veille de l'opération, l'équipe quittait Helsinki pour Paris. Nous nous étions donné rendez-vous dans un café. Je voyais ces Finlandais très bien disposés. Ils ne nous quitteraient pas, au risque de se faire prendre.

Le jour dit, nous étions sept, neuf avec eux. L'opérateur camouflait une petite camera sous sa veste. Nous sommes entrés sans être remarqués. Dans la salle d'attente, personne ne faisait attention à nous. Au fond, une porte donnait sur un couloir que nous avons pris et c'est alors en cherchant à ouvrir une autre porte que nous sommes tombés sur un avortement. Une patiente était allongée sur la table gynécologique. La personne faisant l'avortement était en tenue opératoire. La surprise fut grande des deux côtés. Nous avons aussitôt fermé la porte et nous sommes restés dans le couloir où nous avons prié et chanté sans trop élever la voix. Il n'y avait

aucune discussion. Les gens allaient et venaient. L'opérateur filmait les lieux, les passages, notre banderole et nos pancartes.

La police est arrivée en un temps record. Nous n'avons même pas eu le temps de prendre nos sacs. Sans attendre le fourgon, nous étions embarqués dans les petites voitures blanches de la police. Je me souviens d'une femme policier particulièrement active et péremptoire. Jamais, nous n'avons été aussi vite à un commissariat. Il était dix heures du matin. Nous étions restés une demi-heure dans le couloir. Nous avons retrouvé les Finlandais. Ils étaient là comme ils l'avaient dit. Ils furent fouillés. On n'en finissait plus de compter leurs couronnes et leurs livres sterling. Un moment on passa les menottes à l'opérateur. Je pensai que la veille à la même heure, il était encore dans un avion et ne connaissait pas la France.

Il fallait enlever foulards, écharpes, lacets. Arrive le tour de l'un de nos amis, Joseph Saliou — le plus âgé du groupe, son pantalon était tenu par des bretelles. "*Enlevez vos bretelles*" dit l'inspecteur. Il ne connaissait pas la ténacité de notre ami qui se serait fait mettre en morceaux plutôt que de s'exécuter. "*Ne touchez pas à mes bretelles*" dit Monsieur Saliou. C'était l'orage. Mais nous connaissions sa foi ardente.

— *Monsieur Saliou, c'est le carême.* — *Ah ! Vous avez raison.* Et c'est lui-même qui donna ses bretelles à l'inspecteur. Tout le monde riait. Puissance admirable de la religion.

La garde à vue fut longue — plus de dix heures. Les Finlandais, eux, furent relâchés vers midi. Nous fûmes interrogés. C'est à ce moment que j'appris l'identité du médecin qui faisait l'avortement que nous avions surpris. Comme je m'étonnai devant l'inspecteur de ne pas avoir rencontré Joëlle Kaufmann, directrice du Centre, celui-ci m'a dit : "*Joëlle Kaufmann, mais c'est elle qui faisait l'avortement*". Plus tard au tribunal de grande instance, nous avons appris d'elle-même — venue à la barre des témoins — que la patiente était une marocaine qui souhaitait garder l'anonymat. Sa religion lui interdisait l'avortement et elle voulait le cacher à ses proches. Quant à l'avortement lui-même, lorsque nous sommes arrivés, il était à peine commencé.

Nous fûmes transférés de Clamart à Nanterre, par fourgon cette fois-ci. Monsieur Saliou tenait son pantalon avec ses mains. Arrivés à destination, nous eûmes droit à la grande identité : photographies sous différents angles, carton autour du cou portant notre nom, empreintes digitales, mais l'atmosphère était cordiale. Nous avons été présentés au substitut du procureur, une femme très aimable, et chacun reçut une convocation pour le tribunal.

Nous fûmes tous condamnés d'abord en première instance à Nanterre, puis en appel à Versailles, à des peines de prison avec sursis, des amendes et des dommages et intérêts. Pour moi s'y ajoutait une peine de trois mois ferme avec un régime de semi-liberté, qui aurait dû prendre effet au 5 mai 1997, jour où a été notifié le rejet du pourvoi en cassation.

[Cette peine de trois mois, réduite à un mois par une mesure d'amnistie générale (14 juillet 1997), a été purgée par le Dr Dor à Villejuif en décembre, suivant le régime de semi-liberté, Ndle]

L'HÔPITAL CORENTIN CELTON

Le centre d'avortement de l'hôpital Corentin Celton à Issy-les-Moulineaux est situé dans le même bâtiment que la crèche du personnel et adossé au chœur de la chapelle ; ces deux particularités avaient de quoi surprendre et impressionner.

Nous sommes entrés deux fois dans ce centre. À l'intérieur régnait un gros infirmier ou aide soignant âgé d'une cinquantaine d'années portant des sabots. Dès la première rencontre, nous fûmes très mal reçus. Entrés d'abord dans le hall, nous nous apprêtions à nous engager dans le couloir qui en partait, quand il se précipita sur nous frappant ceux qu'il rencontrait à coups de sabots sur les jambes, à coups de poings sur le tronc et la tête de ses victimes. L'un de nous perdit connaissance. La scène avait été photographiée par une journaliste de *Famille chrétienne*. Il lui arracha l'appareil et, après en avoir extrait la pellicule, le jeta à terre et le piétina. Quant à l'équipe de télévision qui nous accompagnait, elle ne dut son salut qu'à la fuite.

L'infirmière-chef cherchait à calmer notre homme mais sans grand résultat. Il ne pouvait nous mettre dehors à lui tout seul. Nous sommes restés dans le hall attendant les événements. Il était calmé.

La police est venue nous chercher. Arrivés au commissariat, nous avons porté plainte auprès du Procureur. En vain. Le récit des événements relatés par la journaliste fut jugé trop violent par la rédaction de *Famille Chrétienne*. Il ne parut pas.

La deuxième fois, nous étions prévenus. Nous avons rencontré l'infirmier dans le même couloir. Il avait alors saisi un brancard roulant, l'avait mis en travers, et voulait nous donner des coups derrière ce barrage improvisé. Mais le brancard le gênait et nous pouvions nous protéger. De son propre aveu, il avait vieilli. Le lion fléchissait.

Deux étudiants journalistes s'étaient joints à nous avec une caméra. Malheureusement, nous n'avons pu assister à la projection du reportage qu'ils en avaient tiré, le directeur de l'École s'y étant opposé. Il ne nous est pas permis de montrer la violence que nous subissons.

Une note rafraîchissante : la police nous avait rapidement mis à la porte et emmenés. Nous avions oublié notre icône près de la réception. Nous nous en sommes ouverts aux Renseignements généraux. Un quart d'heure après, alors que nous attendions dans le fourgon, on nous a rapporté notre icône.

5. LA PRISON ET LE SAINT-SIÈGE

L'ARRESTATION

Le 8 novembre 1997 nous devions manifester devant le centre hospitalier André Mignot. 13.000 tracts avaient été distribués. La manifestation avait été annoncée à Radio-Courtoisie et dans la presse. Les tracts reprenaient les termes du jugement définitif du tribunal de grande instance de Versailles d'octobre 1996 selon lequel « *en matière de manifestation la liberté est la règle, et la restriction de police, l'exception* » et qui stipule aussi « *que la menace d'une contre-manifestation ne peut pas légitimer une interdiction de manifester une opinion, liberté politique, d'une manière générale et absolue.* »

Le jugement allait à l'encontre de l'arrêté du préfet des Yvelines du 5 mars 1996 interdisant toute manifestation à moins de 500 mètres d'un centre de soins pour des raisons de sécurité. L'arrêté faisait en effet état, lors de la manifestation précédente du 27 janvier au même endroit, de violence des deux côtés, alors que les seuls à se montrer violents avaient été les contre-manifestants comme l'avaient indiqué les rapports de la police elle-même.

Nous revenions sur le terrain, forts de ce jugement du 25 octobre. Nous allions être devancés d'abord par la CADAC et la CNT qui avaient très tôt déclaré leur manifestation, et ensuite par le préfet Seiller qui nous avait interdits avant même que nous ayons déposé notre demande ! Tout le monde interdit, nous fûmes cependant les seuls à être arrêtés.

À l'heure dite, à 14 heures, nous étions quelques-uns à nous grouper près d'un abribus à 150 mètres de l'entrée de l'hôpital. Les forces de police étaient importantes. On ne voyait pas de contre-manifestants. Nous avons commencé à prier. Le commissaire principal que nous connaissions bien est venu demander notre dispersion. Mais nous voulions rester. Nos rangs grossissaient. Des journalistes arrivaient. À 14h20, le commissaire est revenu vers nous me chercher. Il était sérieux, son visage était pâle. Je n'ai pas opposé de résistance et l'on m'a conduit vers un fourgon en stationnement, porte ouverte. J'y suis monté, rejoint par deux amis qui voulaient m'accompagner. Nous avons continué à prier.

Arrivés au commissariat central, on nous a séparés, chacun se trouvant devant un inspecteur pour prendre notre identité et nous interroger. Mes amis furent alors relâchés. On me garda dans le bureau même où j'avais été interrogé. On m'avisa que je pouvais demander l'assistance d'un médecin et celle de mon avocat. Je pensais - comme à chaque fois - , être libéré après quelques heures. Je répondis que ce n'était pas nécessaire.

Mais je vis arriver dans les minutes suivantes un médecin qui m'examina et prit ma tension. Comme nous échangeons quelques mots en dehors de cet examen, j'appris que nous avions le même avis sur l'avortement. J'en étais heureux. Je craignais une poussée d'hypertension oculaire. Il me fit un certificat pour hospitalisation à André Mignot.

Une demi-heure après son départ, arriva un autre médecin du même hôpital, très courtois. Je convenais avec lui qu'une hospitalisation n'était pas vraiment nécessaire, à condition de traiter mon hypertension oculaire. Je commençais à être intrigué : deux médecins étaient venus, alors que je ne les avais pas sollicités. Aux personnes présentes dans le bureau, je demandais si ma garde à vue devait se prolonger. On me dit que le Procureur devait décider soit de la maintenir

quelque temps, soit de m'envoyer à Bois-d'Arcy. C'est à ce moment-là que je compris qu'il y avait une maison d'arrêt à Bois-d'Arcy.

En même temps, on entendit une espèce de tumulte dans la cour. J'appris que l'on venait d'interpeller mes compagnons. On me dit qu'ils priaient. J'ai su par la suite qu'ils étaient 39, venus m'apporter leur soutien devant le commissariat, sans en avoir été dissuadés, mais qu'une fois là, ils avaient été délogés par la police et refoulés dans la cour. On avait pris leur identité. Ils restèrent une heure et demie, puis furent relâchés.

Autre surprise. On m'annonça que Me Minvielle, mon avocat, venait d'arriver. C'était un grand réconfort. Je songeais sérieusement à la prison sans être autrement effrayé. J'avais souvent pensé qu'un jour viendrait où je devrais y aller. Le commissariat principal vint dans le bureau. Il était visiblement soulagé. Je l'entendis dire que depuis mon interpellation, la manifestation s'était dégonflée comme un soufflet, les contre-manifestants s'étaient dispersés, et mes amis étaient ici.

On me conduisit au Palais de Justice. On me passa les menottes, mains par devant. Ce n'était pas la première fois, le règlement en imposant l'usage pour les transports. Le trajet pourtant très court se fit en voiture. Arrivé au Palais, je fus conduit au 3^e étage et mis en cellule. Je pensais être présenté au Procureur, mais on m'annonça que ce serait un juge d'instruction qui me recevrait. Vers 9 heures du soir, le Juge, Madame Bilet, vint jusqu'à moi pour me dire que l'affaire lui était confiée. Peu après je retrouvais Me Minvielle avec un grand soulagement et on nous introduisit dans le cabinet de Madame le Juge. Celle-ci était assise à son bureau à côté duquel se trouvait celui du greffier. Nous lui faisons face, et derrière nous deux policiers me gardaient.

Madame le Juge m'interrogea sur les faits. Elle résumait parfaitement et dictait au greffier mes déclarations. Je lui disais ce que je pensais du préfet des Yvelines et de la liberté d'expression en France. Sur sa proposition nous avons accepté que le débat contradictoire soit ouvert aussitôt dans son cabinet. Madame le Substitut Ploux me traita de grand délinquant, ce que je trouvais pour le moins excessif. Elle aurait dit récidiviste, j'aurais approuvé. Après une plaidoirie improvisée et remarquable de Me Minvielle, je fus mis en état d'arrestation. On me remit les menottes. Un jour, un policier me dit que cette condamnation était un honneur pour moi. Ce soir-là, je pensais comme lui.

[Lire en annexe, l'ordonnance de mise en détention]

BOIS-D'ARCY

La prison ne dura que onze jours. Du 8 au 19 novembre 1997. Mais en entrant je ne le savais pas. Je pouvais rester quatre mois et même davantage. Cependant j'espérais bien être libéré à Noël. Je le fus bien avant.

La prison de Bois-d'Arcy est assez récente. Sa construction remonte à une vingtaine d'années. Elle peut recevoir 800 détenus et plus. Le corps principal est en forme de croix à quatre bras égaux, avec au centre un vaste cylindre fait de verre et d'acier contenant escaliers et ascenseurs, par où s'écoule la vie de la prison. Je devais apprendre que l'on donne à celui qui contrôle les passages le nom d'écoreuil.

Nous sommes arrivés - les policiers et moi-même - un peu avant minuit. Les abords étaient très éclairés. Il y eut plusieurs barrages à franchir. Au greffe, on prit mon identité, on retint papier et argent, mais on me laissa quelques médailles pieuses. La douche était obligatoire et on me remit tout un paquetage deux couvertures, une paire de draps, un nécessaire de toilette, assiettes et verre, une fourchette et une cuillère en aluminium, mais pas de couteau. On me conduisit à travers les couloirs et l'escalier principal jusqu'à une cellule réservée, avec quelques autres, aux arrivants. Elle était déjà occupée par un homme qui dormait.

On me transféra le lendemain matin dans une nouvelle cellule puis finalement dans une troisième, la deuxième ayant à la fenêtre un carreau cassé. J'étais seul cette fois. Toutes les cellules sont semblables. Tout près de l'entrée, un WC, puis un lavabo, un placard et près de la fenêtre un lit à double étage. De l'autre côté, une table et un lit simple. Une cellule peut avoir ainsi trois détenus. La literie est faite d'un gros matelas en polystyrène - posé sur des planches. Deux ou trois tabourets en plastique complètent le mobilier. La surface totale est de 10 à 12 m².

Il n'y a pas de radiateur, le chauffage se faisant, m'a-t-il semblé, par le sol. La fenêtre est vaste et oblongue. Un mètre cinquante environ, munie de gros barreaux verticaux entre lesquels se trouvent des petites vitres épaisses et presque toutes mobiles. Les gardiens, une fois par jour, ouvraient ces vitres et vérifiaient l'état des barreaux à coups de barre de fer, ce qui donnait un bruit d'orgue. C'est le règlement et sûrement une très vieille coutume. La porte est épaisse, avec un judas qui s'ouvrait la nuit pendant quelques secondes laissant passer la lumière du couloir, qui tombait en pinceau sur le dormeur. Au mur, un récepteur de radio permettait de prendre une ou deux stations. Les arrivants sont très occupés. Il faut passer par le service social, l'infirmerie, le centre psycho-pédagogique, l'atelier.

Souvent, j'ai pu rencontrer des gens de qualité. J'ai eu la meilleure impression de l'assistante sociale, nouvellement arrivée, du sous-directeur, d'un ancien ingénieur s'occupant de l'aumônerie, l'aumônier lui-même étant très occupé puisqu'il a la charge, en plus de Bois d'Arcy, de la prison des femmes de Versailles, une paroisse et le Secours catholique. J'ai rarement trouvé de l'hostilité, mais plutôt de la bienveillance, même chez les détenus. Lors des promenades qui se faisaient dans un espace entièrement clos, surveillé par un mirador, j'entendais parler comme par exprès, d'avortement, mais pas méchamment. Un surveillant me retint un jour et me dit : "*Je suis avec vous - ne le dites pas*".

Lors de ces promenades aussi, j'ai fait la connaissance d'un homme arrivé peu après moi. Il avait tué son oncle qui logeait chez lui depuis un an. Cet oncle était sans travail et touchait le RMI. Le meurtrier et sa femme s'occupaient de ménage et d'entretien. Ils avaient cinq enfants, la dernière ayant un an. Samedi soir, le jour de mon arrestation, lui et son oncle avaient bu plus que de raison et s'étaient pris de querelle. Il y avait un couteau sur la table, il le saisit et porta à son oncle plusieurs coups. Effrayés, sa femme et lui appelèrent la police. Il n'avait pas cherché à se soustraire aux autorités. Combien risquait-il ? Un an, disait-il. Son oncle transporté à l'hôpital, mourut peu après. Malgré l'horreur de son acte, cet homme me plaisait. Il avait un air de bonté. Il avait reçu son oncle un an. Il s'était dénoncé. Il parlait simplement, avec une élégance naturelle. Je lui donnais une médaille bénie de la rue du Bac. Il la connaissait. Il la prit et la porta à ses lèvres. Sa famille ne serait pas oubliée.

Noël approchait et le Secours catholique avait diffusé un tract invitant les détenus à inscrire leur nom et adresse ainsi que l'âge de leurs enfants pour qu'ils reçoivent un cadeau. Un an, un hochet, deux ans un boulier et bien d'autres choses. Il n'y avait pas de grande sévérité. Quand les

portes des cellules s'ouvraient pour la promenade, on pouvait parler avec son voisin dans le couloir, lui serrer la main.

Le soir était le moment des cris. Par exemple : « *Mouloud ! Ouais ! J'ai déclaré onze bonbons à la juge, et toi ?* » Les bonbons étaient en fait la drogue dont beaucoup faisaient le commerce. C'était le téléphone. Les prisonniers se postaient à la fenêtre et conversaient à pleine voix. Tout le monde entendait.

Nous cantinions. On recevait des listes sur lesquelles étaient marquées les produits les plus divers - alimentation, lessive, papeterie et même de petites radios. On cochait en marge l'article choisi et la quantité. Le montant était prélevé sur la somme déposée au greffe, sans que l'on puisse dépasser cette somme. Ceci incitait les détenus peu fortunés à travailler pour leur cantine. Beaucoup avaient la télévision dont il fallait payer la location. Le repas (7h - 12h30 - 18h30) - copieux - était servi par des détenus qui travaillaient aux cuisines et recevaient un petit salaire, environ 600 francs par mois. Ils étaient habillés en bleu de chauffe comme tous ceux qui travaillent ici. Il y avait des ateliers de blanchisserie, de cartonnage, de conditionnements divers. Une sonnerie appelait au travail. Celui-ci, parfois pénible, était libre : on pouvait, ou non, l'accepter. On me l'a proposé en arrivant.

Le temps passait vite. J'étais en paix avec moi-même. Je passais mon temps à écrire, ayant pu me procurer papier et stylo à bille. Je reçus d'abord quelques lettres. La première venait d'un pharmacien de Forbach. Puis ce fut un véritable flot et je ne pus y répondre faute d'enveloppes et de timbres. Il y en avait de toutes les directions : le Gers, Montpellier, Nice, la Bretagne, Strasbourg ; de couvents, de correspondants connus et inconnus, de familles nombreuses. Une personne disait ne pas partager mon opinion mais s'indignait de la façon dont était traitée la liberté d'expression en France.

La plupart des lettres témoignaient d'une grande élévation d'âme, accompagnées d'images de saints, de la Sainte Vierge (notamment Notre-Dame de Guadeloupe, apparue enceinte à un pauvre indien, Juan Diego en 1531 au Mexique) et du Sauveur. Ma cellule en était parée. Toutes ces lettres m'encourageaient. J'en étais profondément touché et y trouvais une source d'espérance. D'autres arrivèrent après ma libération. Elles me furent retournées par le ministère de la Justice. J'en reçus ainsi près de cinq cents.

Mon avocat, Me Minvielle, est venu me voir trois fois. Je ne puis dire combien j'appréciais ses visites. Elles me reconfortaient, m'apportaient les dernières nouvelles.

Je ne pus assister qu'une fois à la messe, le samedi 15 décembre dans l'après-midi. L'aumônier que j'avais pu voir m'avait prévenu que peut-être la messe me déconcerterait, mais qu'ainsi, elle était mieux comprise des prisonniers. Nous étions douze, et j'avoue que j'étais déconcerté : pas d'épître, nous pouvions rester assis pendant la consécration. Après l'Évangile nous eûmes la parole. Le texte du jour était de celui des fins dernières et des cataclysmes. Comme je faisais remarquer que le milliard d'avortements reconnu par l'ONU, constituait le fléau le plus redoutable qu'ait connu l'humanité, j'eus l'impression de n'être pas entièrement suivi. C'était trop de liberté, et pas assez d'attention.

Un comité de coordination pour ma libération présidé par ma fille Me Isabelle Dor regroupait seize associations. Le comité avait largement diffusé la nouvelle de mon emprisonnement en France et à l'étranger (en particulier en Pologne). Elle avait écrit à tous les députés et sénateurs,

et à tous les évêques. Il y avait eu très peu de réponses et parmi les évêques, deux seulement prirent la peine de répondre, l'un par écrit, l'autre verbalement.

Une manifestation fut organisée le samedi 15 novembre devant l'entrée de la prison. Elle réunit environ 500 personnes. Prirent la parole Arnaud de Lassus, le général Dyèvre, le Dr Luc Perrel, vice-président de SOS Tout-Petits, Me Minvielle et la présidente du comité. Une pétition fut signée. Il y eut des prières et des chants. J'étais trop loin pour les entendre. J'assistais alors à la messe. Mais j'ai eu de nombreux échos de cette manifestation par les surveillants, et aussi par les détenus qui lisaient les journaux. La prison de Bois-d'Arcy n'avait jamais rassemblé autant de monde devant ses portes.

Les choses se précipitaient le 20 novembre, je devais me présenter à la cour d'appel de Rennes pour entendre le prononcé d'un arrêt relatif à notre intervention au centre d'avortement de l'Hôtel-Dieu de la ville en septembre 1995. Je devais y être conduit sous escorte. Le lendemain, 21 novembre, ma demande de libération devait être examinée par la Chambre d'accusation de Versailles. Et le 22 novembre, il y avait une manifestation prévue sur le parvis de Notre-Dame de Paris, pour demander ma libération.

Alors que je sortais du cabinet où m'interrogeaient deux psychiatres, on m'apprit ma libération. Il était 17 heures 30. Je devais faire tout de suite mon paquetage. Je fus très étonné. Pourquoi cette libération précipitée? On peut en donner plusieurs raisons :

- le ton, l'émotion montaient. Notre mouvement ne cessait de grandir. Il fallait nous couper les ailes ;
- la manipulation judiciaire était par trop voyante. L'étouffement de la liberté d'expression par trop flagrant. Le gouvernement ne paraissait pas à son avantage ;
- à aucun prix, il ne fallait faire de martyr. Je devenais plus dangereux dedans que dehors. Enfin, le plus tôt serait le mieux, avant les échéances des 20, 21 et 22 novembre, la manifestation du 22 promettant d'être importante. En un mot, on voulait dégonfler l'affaire. Madame le juge d'instruction et le procureur-adjoint avaient été désavoués. Mon sort ne serait pas débattu par la Chambre d'accusation.

Les portes s'ouvrirent. Je rendis mon paquetage. Je repris mes affaires. Il faisait nuit. J'allais à la gare voisine. Tout me paraissait nouveau et intéressant : le billet pris au guichet, le passage des trains. Dans ma famille, personne n'avait été prévenu. On me fit fête à l'arrivée.

Je me rendis le lendemain à Rennes par mes propres moyens. Je fus reçu par des amis enthousiastes. La cour d'appel avait modifié le jugement de l'instance. Il effaçait les peines de prison avec sursis - dix mois en ce qui me concerne - mais augmentait les amendes.

La manifestation du 22 novembre avait été interdite par la préfecture de police, sans qu'il y eut pourtant à craindre de contre-manifestation. Un des prétextes invoqués était surprenant : la préparation de la crèche de Noël sur le parvis. Jusqu'où va se loger (devrais-je dire se crêcher ?) le scrupule des autorités qui ne rêvent que de détruire l'Église pour ruiner son influence. Plus de mille personnes manifestèrent sur le parvis. Est-ce par crainte, ou pour tout autre motif ? L'Archevêché fit fermer les grilles de la cathédrale. Il y eut ce jour-là 98 interpellations. Parmi les interpellés, beaucoup d'étudiants, des mères de famille, un général, un avocat à la cour de cassation... Certains parmi eux décidèrent de se retrouver tous les samedis de 14 heures à 15 heures sur le parvis pour prier silencieusement.

J'appris à ma sortie que deux petits garçons - deux frères - voulaient m'envoyer un colis en prison avec du pain, et dans ce pain, ils voulaient cacher une lime. J'appris aussi que l'on avait prié un peu partout, que des messes avaient été célébrées pour ma libération. À Lille, j'ai rencontré un petit groupe d'enfants qui avaient prié tous les jours, sous la conduite d'une religieuse. Toutes ces prières, toutes les lettres que j'ai reçues à cette occasion me dépassent de beaucoup. Elles sont un cortège pour ces petits êtres sans visage dont on ne veut plus.

* [Lire en annexe « Lettres reçues en prison ».]

LA NONCIATURE

L'idée de demander l'asile politique à la nonciature apostolique de Paris (avenue du Président Wilson, dans le 16^e arrondissement) n'était pas de moi. Elle était celle d'un ami qui pensait mettre en pleine lumière et sous son aile protectrice le débat sur l'avortement, et mettre l'Église de France et le gouvernement devant leurs responsabilités. Un autre ami - très au fait du Vatican - avait prédit l'échec. Tous deux avaient raison.

Le jour dit, le 10 décembre 1997, les circonstances paraissaient favorables, quoique le temps fut très court. La veille, le 9, je sortais d'un procès à Versailles où le procureur s'était montré particulièrement sévère, réclamant à mon encontre huit mois de prison ferme, la résiliation du sursis, et même un mandat de dépôt à la sortie de l'audience, tout cela pour avoir prié avec quelques amis dans le hall de la clinique du Chesnay, le 6 juin précédent.

Le lendemain 11 décembre, je devais me présenter à 9 heures du matin, au centre de semi-liberté de Villejuif pour les formalités d'écrou et y coucher le soir même. J'avais pris donc rendez-vous ce mercredi 10 à 14 heures 30 devant un café de la rive gauche avec une journaliste de Présent et un photographe de l'agence FDB. J'avais emporté un sac avec des affaires de nuit. Nous prîmes un taxi qui nous laissait place de l'Alma. Pendant le trajet j'expliquai le but de l'opération. Notre grand souci était de pouvoir entrer.

Nous voilà à la nonciature qui, à côté d'un bel hôtel, a un petit jardin clôturé de toutes parts. Nous sonnons à la petite porte donnant sur le jardin. À l'interphone nous expliquons que nous voudrions remettre une lettre au secrétariat. La porte s'ouvre. Nous entrons aussitôt. C'est un succès.

Nous jouissons dès lors du privilège de l'exterritorialité. Le gardien, un philippin aimable, sort de sa loge pour prendre la lettre, mais nous lui disons vouloir la remettre en mains propres. Il nous dit que ce n'est pas possible, qu'il faut prendre rendez-vous. Mais nous insistons. Pourrait-il nous donner le numéro de téléphone qui nous permettrait de joindre le secrétariat ? Après quelques instants, il y consent. Par bonheur, notre photographe possède un téléphone portable. Nous appelons le secrétariat. Une voix féminine nous répond là encore, qu'il faut prendre rendez-vous, peut-être pour le lendemain. Je décline mon identité, déclare qu'il y a urgence. On sent au bout du fil une hésitation. La conversation est interrompue. Nous rappelons. Cette fois c'est le conseiller lui-même qui nous répond. Il accepte de nous recevoir. Nous sommes soulagés. La grande porte vitrée au sommet de l'escalier s'ouvre. Nous entrons. Il est près de 3 heures de l'après-midi.

On nous fait pénétrer dans un grand salon orné de portraits des Papes. Je suis tout près de celui de Pie XII, dans un fauteuil. La journaliste et le photographe ont pris place sur le canapé. Le conseiller de la nonciature, Mgr Beccue, est un quadragénaire souriant. Lorsque je lui apprends que je demande refuge auprès du Saint-Père et que je lui en donne les raisons, il paraît très surpris et embarrassé. En l'absence de Mgr Tagliaferri, nonce auprès du gouvernement, il ne peut prendre de décision. Il part téléphoner.

Une demi-heure après notre arrivée, entre un homme plus âgé, Mgr Frana, nonce auprès de l'Unesco. Après les présentations, j'explique à nouveau les motifs de ma démarche. Je parle de l'importance que le Pape attache à la défense de la vie, de ce que, aujourd'hui même en France 1000 enfants au moins périront. Comment le supporter, comment s'y opposer? Bien sûr, en aucune façon, Mgr Frana n'admet l'avortement mais, dit-il, « *il y a une loi en France et vous ne pouvez vous soustraire à une loi de votre pays.* » Quant à votre situation, justifie-t-elle vraiment votre demande d'asile ?

La journaliste et le photographe posent aussi des questions. La loi permettait cette tragédie. Ne fallait-il pas la combattre ? N'était-ce pas l'occasion ? Mgr Frana était pris entre ses convictions et sa fonction. Il partit au bout d'un moment, et peu après lui, ceux qui m'accompagnaient. Il était 17 heures. Je restai seul avec Mgr Beccue. Il parla avec moi assez librement, me dit qu'il était d'origine sarde, puis s'absenta longtemps pour téléphoner. Il me laissait au salon avec toute latitude pour téléphoner de mon côté. Que peut faire un conseiller de nonciature dans un tel cas ? Je pense qu'il a alerté Rome, les évêques de France, ou tout au moins leur représentant et le gouvernement français, notamment le ministère de l'Intérieur. Il revint et me dit que je pourrais rester cette nuit, qu'un repas me serait servi dans un petit bureau voisin, que demain je devais partir et qu'il mettrait une voiture de la nonciature à ma disposition.

Une religieuse aimable m'apporta le dîner, puis elle me conduisit à ma chambre au rez-de-chaussée, installée dans une ancienne remise, remplie de livres. La nuit fut un peu difficile. Je sentais bien que malgré ces prévenances, j'étais peu désiré et l'on m'attendait le lendemain matin à Villejuif pour cette semi-liberté. À 7 heures, j'étais debout pour assister à la messe célébrée par le conseiller. Il y avait là quelques personnes de l'ambassade et la religieuse qui m'avait servi.

Après la messe, on m'offrit un petit déjeuner. Je demandais au conseiller de me permettre de téléphoner. Il écarta les mains comme pour m'empêcher de passer et refusa. Je ne savais rien de l'extérieur. J'étais désespéré.

Finalement je pris la décision de partir. J'allais chercher mon sac au rez-de-chaussée, mais je ne voulais pas m'en aller sans dire au revoir. J'étais dans le petit jardin. Quand je voulus remonter les marches de l'escalier d'entrée, je trouvais la porte close. Je frappais à la porte, je sonnais, j'appelais - en vain. Même la loge du gardien était vide et je ne savais même pas comment sortir, ne trouvant pas le bouton permettant d'actionner la porte. Aucune voiture ne m'attendait. Le gardien arriva. J'en étais soulagé. Son air était compatissant. Je le remerciais et lui dis que je n'avais trouvé personne pour prendre congé, que j'en étais triste, mais que je pardonnais. La rue était presque vide. Il était près de 9 heures.

J'étais resté 18 heures à la nonciature. Je trouvais un taxi à l'Alma et arrivais à Villejuif à 9 heures et demie. On me reçut avec une espèce de chaleur qui me réconforta. Soyons justes. On ne m'attendait pas à la nonciature où ma présence posait un problème inattendu à mes hôtes - ils ont cette excuse -, mais on m'attendait à Villejuif où tout était prévu de longue date.

Mon arrivée fut suivie de celle des journalistes. J'aurais aimé leur parler, mais je ne pus les voir. J'ai su alors que mon passage à la nonciature avait eu un retentissement. J'appris par la suite qu'on en avait parlé en France et à l'étranger. De ce point de vue, c'était une réussite.

On m'a reproché de discréditer l'Église ou de vouloir me séparer d'elle. Jamais je n'ai voulu la quitter et mon plus grand désir est de la servir et de défendre les petits que trop souvent elle néglige. Aimer l'Église c'est vouloir parfois corriger - en nous et en elle - ce qui la dénature. À la nonciature, nous avons retrouvé comme condensé ce que nous voyons ici en France, la marque de la laïcité qui sépare l'Église de l'État. D'un côté, on affirme son adhésion à la loi morale, de l'autre, on reconnaît la loi civile qui bafoue la loi morale.

Collusion Église-État, ou plus exactement distorsion intellectuelle et spirituelle intenable, où l'Église désertant l'État, l'État se fait Église. Tout est renversé et le mal remonte jusqu'au Vatican, malgré l'enseignement de tous nos Papes.

CONCLUSION

L'avortement est un crime contre Dieu. Le crime contre Dieu n'est pas un acte individuel, isolé ou même répété. Dû à notre misère, il est un acte collectif, réfléchi, orchestré, tour à tour caché et exalté, déclaré moral, financé et rentable, offert à la révolution sexuelle et à la volonté de puissance de quelques-uns. Les victimes ne sont pas seulement les plus petites, mais la société toute entière, blessée dans sa chair, pervertie, emportée dans le tourbillon d'une folie suicidaire.

Le crime contre Dieu n'est pas tant celui des âmes que celui des institutions. C'est un crime politique. Il est celui de la morale et de la justice livrées à la souveraineté populaire, de l'homme en assemblée qui décide du bien et du mal, de la laïcité qui substitue la déclaration des droits de l'homme au Décalogue, la loi civile à la loi morale, l'arbitraire à l'immuable. Ce crime est l'envahissement de la politique par le subjectivisme. La Cité se fait Dieu. L'intention est évidente. Elle ressemble trop au mensonge de Satan : « *Vous serez comme des dieux* », pour ne pas être satanique elle-même.

L'avortement et la culture de mort, par définition, n'ont pas d'avenir, même s'ils semblent s'éterniser l'avortement tombera comme le mur de Berlin, entraînant dans sa chute les loges maçonniques qui en furent les complices. On ne peut pas indéfiniment et impunément rejeter la vérité. On ne peut, en fait, pas plus l'éliminer que vouloir tuer Dieu. C'est l'illusion perpétuelle de la damnation, où l'amour se transforme en haine de Dieu, de sa création et de soi-même.

Au crime politique, répond la charité politique. À la faute et à la mort, répondent le pardon et la résurrection. Peu avant Pâques, la liturgie rappelle cette expression de saint Augustin : *Felix culpa...* Heureuse faute qui nous a valu un tel rédempteur.